

Mélenchon fait tourner le PS en bourrique

P. 2

Paris 2024 : les affaires en or d'un bon ami de Macron

P. 3



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



109^e ANNÉE - N° 5416 - mercredi 28 août 2024 - 1,80 €

D.O.M. 2,20 € - Suisse 2,70 FS - Belgique / Luxembourg 2 € - Grèce 2,10 € - Espagne / Port. Cont. 2,10 € - Italie 2,10 € - Tunisie 6,5 DT - Maroc 25 MAD - Afrique CFA 1400 CFA - Allemagne 2,80 € - Canada 3,95 Dc - GB 2 £

Après son refus de Castets, une trêve paralympique ? Macron se justifie : "Je prothèse les institutions !"

CASTETS ATTERRIT



COMME SI COMME ÇA

ADÉFAUT de trouver la perle rare qui succédera à Gabriel Attal à Matignon, ou d'improbables compromis en vue d'une majorité de plus en plus introuvable dans le profond bourbier où Macron a englué la vie politique du pays, on peut au moins y discerner un point commun entre ses interlocuteurs et lui : celui de faire comme si.

C'est un exercice très partagé et dont Macron s'est fait une spécialité. Il vient ainsi, après avoir reçu Lucie Castets à l'Elysée avec ses soutiens du Nouveau Front populaire (NFP), l'avoir sournisé à un grand oral et avoir fait comme s'il envisageait sérieusement de la nommer Première ministre, de faire comme s'il avait d'autres noms que ceux qui continuent de circuler. Il a justifié ce choix car « la stabilité institutionnelle de notre pays impose donc de ne pas retenir cette option ». Comme si, avec sa dissolution sans prévenir, il n'était pas le premier responsable de la déstabilisation en question.

Quant à l'intéressée, faisant comme si elle y avait cru vraiment, elle a, comme ses soutiens du NFP, qui en avaient fait autant, continué d'user du procédé. En apprenant que l'Elysée, lundi dans la soirée, rejetait toute éventualité de gouvernement NFP, tous ont en chœur fait comme s'ils étaient sidérés par une telle décision de Macron. Comme si les uns et les autres, Mélenchon le premier, en instrumentalisant beaucoup et non sans habileté la candidature, alors qu'il n'a d'yeux que pour 2027, ne connaissaient pas l'issue d'avance. Il en va de même des chances de voir aboutir une motion de destitution de Macron brandie par Mélenchon et « qui sera déposée par

les députés LFI ». L'important est de faire comme si.

L'usage abusif de ce subterfuge à tout faire ne date pas d'hier. Il a commencé au soir du second tour des législatives. Macron, estimant qu'il avait moins perdu que prévu, a aussitôt fait comme s'il avait gagné et s'est comporté comme si c'était le cas. Ce qui a évidemment exacerbé le penchant de ses adversaires du NFP à user, tout en le décriant, d'un procédé plus ou moins similaire. L'un et les autres ont vite lu les résultats à leur seul avantage en embellissant leurs suffrages. En faisant comme si les électeurs étaient en masse venus voter pour eux, alors qu'à ce scrutin, au nom du front républicain, il s'agissait d'abord de faire barrage à ce qu'ils ne voulaient surtout pas, c'est-à-dire d'une majorité absolue du RN de Le Pen et de Bardella.

Macron, arguant d'un désaveu moins cuisant que prévu, refuse d'y voir l'expression d'une vraie volonté de changement et persiste, même si les chiffres le mettent en situation de cohabitation, à vouloir

faire comme si de rien n'était. Et Mélenchon et ses alliés de circonstance, en additionnant leurs scores, les présentent chacun comme une victoire.

Macron continue à gagner du temps en trouvant des motifs pour continuer à procrastiner en répétant qu'il ne pouvait que refuser l'option d'un gouvernement sur « la base du seul programme et des seuls partis » du NFP en espérant ainsi les diviser. Au PS (lire p. 2), ça a déjà commencé. Mais le NFP reste uni pour crier au « déni » présidentiel, en parlant de « honte », d'un « abus de pouvoir », d'un « coup de force antidémocratique inacceptable » ou d'une « décision d'une exceptionnelle gravité ». Et, c'est de bonne guerre, pour dramatiser à son compte le rejet de Castets.

Tout cela, à une semaine de la rentrée des classes, et à un mois au plus de la présentation du budget, ne fait évidemment pas avancer la nomination d'un nouveau gouvernement. Mais pas de raison de s'inquiéter, c'est sûrement comme si c'était fait !

Erik Emptaz

SELON MACRON, LES LÉGISLATIVES NE SONT PAS UN DÉSAVEU COMPLET



Sinistre décompte

L'INCENDIE près de la synagogue Beth Yaacov de La Grande-Motte, le 24 août, qui n'a pas fait de morts ni de blessés, aurait pu virer au carnage. L'auteur des faits, qui avait méthodiquement procédé, avec tout l'attirail requis, essence et bonbonne de gaz, a commis une petite erreur : il a confondu les horaires d'été et d'hiver pour l'ouverture de la synagogue. Il n'y avait donc que peu de monde à l'intérieur du lieu de culte à l'heure où notre homme officiait.

S'il avait réussi, il aurait pu se targuer d'avoir encore fait monter la courbe des actes antisémites, qui est furieusement à la hausse depuis octobre 2023. Regardons dans

un premier temps l'évolution en 2023 : 1 676 cas ont été signalés, contre 436 en 2022. L'attaque terroriste du 7 octobre et la meurtrière réplique israélienne expliquent cette multiplication... par quatre. Et la sinistre tendance à la hausse ne s'est pas arrêtée en 2024, loin de là, puisque Olivier Klein, délégué interministériel à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme, et la haine anti-LGBT, a révélé en mai dernier que, depuis le début de l'année, plus de 300 actes antisémites avaient été commis, ce qui représente une hausse de 300 % par rapport à la même période l'an passé. Les synagogues sont incendiées, et les chiffres n'en finissent pas de flamber.

Mélenchon et le poids des maux

ACCUSÉ d'avoir été mou du genou dans sa dénonciation de l'incendie de la synagogue de La Grande-Motte, Jean-Luc Mélenchon a fait un gros effort pour finalement rectifier le tir en appelant à « faire bloc en face du racisme et de l'antisémitisme »

(Francetvinfo, 24/8). C'est plus clair en employant les bons mots.

A chaud, commentant l'« intolérable crime » sur X (24/8), il s'était contenté d'une tirade filandreuse sur la « laïcité et la liberté de conscience (...) fille de la liberté des cultes ». Outre la redondance (un crime est par nature intolérable), le style très indirect évitait opportunément de mettre le mot « antisémitisme » sur un acte visant des Juifs (pas nommés non plus). Une étourderie, sans doute.

Le mur du çon

FRANCHI sans l'once d'une difficulté par la présidente du parti Renaissance en Seine-Saint-Denis, Shannon Seban, qui s'est emballée sur BFMTV (25/8) :

« Notre majorité ne souhaite pas gouverner avec un programme qui serait celui de La France insoumise. »
Peut-être n'est-elle pas au courant ? Vu que la majorité en question, qui n'était déjà que relative, n'en est plus une, le problème ne risque pas trop de se poser.

Talibans d'infamie

EN AFGHANISTAN, il y a un ministère de la Promotion de la vertu et de la Prévention du vice. On ne peut pas dire que ses fonctionnaires soient payés pour se tourner les pouces, puisqu'ils viennent de publier un texte de 114 pages fort précis sur ce qu'il convient

ou non de faire pour être un bon croyant, un bon Afghan, ou plutôt une bonne Afghane, car, sans surprise, ce texte s'adresse d'abord et surtout aux femmes, éternelles cibles des fondamentalistes de tout poil.

Donc, mesdames, qu'attend-on de vous ? Depuis le retour des talibans, le 15 août 2021, beaucoup a été fait pour vous éloigner définitivement de la corruption occidentale, puisque vous êtes quasi invisibles, mais cela ne suffit pas, un nouveau tour de vis s'impose. Veuillez donc avoir l'amabilité de cesser de chanter, de réciter de la poésie, de lire à haute voix en public. Vous n'êtes pas censées savoir lire, d'ailleurs. L'écrivain Valéry Larbaud disait que la lecture était un vice impuni. Voile intégral, cela va sans dire, mais gare au tissu : ni fin, ni serré, ni court. Pas de parfum ni de maquillage. Les taxis ne pourront plus vous transporter si vous êtes seule, ni accepter que vous soyez accompagnée

par un homme qui ne soit pas de votre famille. Jusqu'à présent, vous aviez droit à un déplacement de 70 km seule autour de votre domicile, mais, à la suite de nombreux abus, c'est fini. Le visionnage d'images d'êtres vivants sur un ordinateur ou un portable est strictement prohibé pour les hommes comme pour les femmes, et peu importe que Ben Laden, paix à son âme, ait donné le mauvais exemple avec sa collection très fournie de cassettes pornos.

Le régime a donc décidé de fêter dignement le troisième anniversaire de son accession au pouvoir. Richard Bennett, rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan, a été interdit de se rendre sur place, le 21 août (« Le Monde », 24/8). Il a qualifié cette dernière décision de « pas en arrière ». Qu'en termes délicats ces choses-là sont dites.

A.-S. M.

Faux Telegram au Château

EMMANUEL MACRON n'a pas fini d'en souper avec Pavel Dourov. Samedi 24 août, lorsque le patron de la messagerie cryptée Telegram s'est fait cueillir aux alentours de 20 heures par la police à son arrivée à l'aéroport du Bourget (TF1/LCI, 24/8), il a immédiatement fait valoir qu'il était attendu pour un dîner à l'Elysée.

Une information que le Château, interrogé par le Palmipède, dément formellement. « Le Président n'était absolument pas au courant de la venue de Pavel Dourov à Paris, précise un conseiller d'Emmanuel Macron. D'ailleurs, ce soir-là, il était au Touquet. Il nous est en effet revenu qu'il s'était prévalu d'un rendez-vous imaginaire avec le chef de l'Etat et qu'il s'était également vanté de nombreuses connaissances haut placées. » Mais, alors, pour quelle raison le patron de Telegram s'est-il jeté dans

la gueule du loup en venant à Paris ?

Six heures plus tôt, le boss de Telegram avait embarqué dans un avion privé de la compagnie Vistajet pour rejoindre la France depuis l'Azerbaïdjan.

Le Franco-Russe ne savait visiblement pas qu'il avait sur le dos, depuis le 8 juillet, un mandat d'arrêt international émis par la justice française. Ou alors Paul du Rove, de son nom francisé en 2021 à l'occasion de sa naturalisation comme « étranger émérite », avait de bonnes raisons de penser qu'il était dans les petits papiers de l'Elysée. Notre président a pris l'habitude de dérouler le tapis rouge aux magnats de la tech même lorsqu'ils sont aussi sulfureux qu'Elon Musk.

Il faut croire que, cette fois, Macron n'avait pas reçu de Telegram...

J. C.

LE CHOIX DE MACRON POUR MATIGNON



M 00708 - 5416 - F : 1,80 €

Courants contraires au PS

LE CAMPUS d'été du Parti socialiste, qui a lieu du 29 au 31 août à Blois, s'annonce animé. Les courants d'Hélène Geoffroy et de Nicolas Mayer-Rossignol, dans l'opposition interne à Olivier Faure, ont en effet prévu de se réunir vendredi en fin de journée avec leurs parlementaires (une quarantaine en tout) pour mettre au point une déclaration commune : ils réclament la tenue d'une convention sur la stratégie du PS. Ils ont déjà obtenu une première victoire avec la réunion, mardi 27 août, au moment où « Le Canard » mettait sous presse, d'un bureau national qui s'annonçait animé.

Ces courants, qui représentent à eux deux 50 % des militants, veulent en finir avec ce qu'ils considèrent comme de la subordination à LFI. Ils n'en peuvent plus non plus de certaines positions ambiguës du parti de Mélenchon. Le maire de Montpellier, Michaël Delafosse, dénonçait le 24 août dans un tweet cinglant « ceux qui par leur parole cherchent à importer le conflit au Proche-Orient en France » et portent « une lourde responsabilité dans l'attentat antisémite contre la synagogue de La Grande-Motte ». Lui aussi participera vendredi avec quelques autres, comme Carole Delga, la

présidente de la région Occitanie, ou Jean-Christophe Cambadélis, ancien premier secrétaire du PS, à la réunion de Blois.

Vu le rapport de force, les opposants au premier secrétaire devraient obtenir satisfaction sur la tenue de la convention, qui aura en principe lieu avant février 2025.

D'ici là, d'autres tensions ne manqueront pas d'apparaître, par exemple sur la question de savoir s'il faut ou non continuer de parler avec Macron, même sans LFI, sur le choix du Premier ministre et la formation du gouvernement. Pour amadouer les socialistes, le stratège élyséen pourrait leur promettre l'instauration de la proportionnelle aux législatives, toujours annoncée, jamais appliquée. Voilà qui aiderait le PS à sortir de son alliance avec LFI.

Sauf qu'en mars 2026 ont lieu les élections municipales. Olivier Faure mettait récemment ses camarades en garde contre la gestation d'accords entre écologistes et Insoumis. Or la plupart des maires socialistes des grandes villes ont besoin de leurs alliés de gauche pour être réélus. Et, au PS, les grands maires, ça compte. Surtout face au grand Mélenchon loup.



Bientôt un Premier ministre...

Gérard Larcher a fermé la marche des personnalités politiques consultées par Macron les 23 et 26 août. Au président du Sénat, le locataire de l'Elysée a précisé qu'il nommerait un Premier ministre « sous huitaine », mais peut-être avant la fin de la semaine, à son retour de Serbie, vendredi. Il lui a aussi dit que ce serait une personnalité « politique ».



Reste à savoir laquelle. Côté gauche, Bernard Cazeneuve ne manque pas de faire savoir que, s'il « peu[t] être utile », il n'a « pas l'habitude de [s]e dérober ». Côté droit, Xavier Bertrand se montre ouvert à quelques concessions : il laisserait Macron choisir les ministres régaliens, selon une vieille règle de la cohabitation (lire plus bas), et ne choisirait les autres membres du gouvernement qu'avec son aval. Trop sympa !

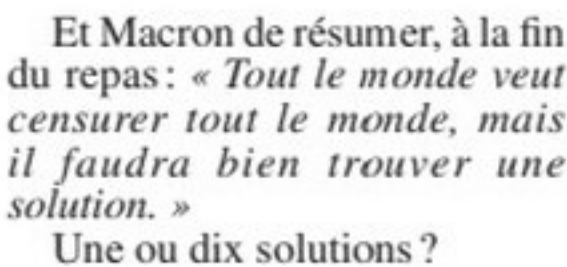
Des hypothèses renforcées par le fait que Marine Le Pen, elle aussi reçue lundi, a fait savoir que le RN ne censurerait pas d'autre gouvernement que celui de Lucie Castets. Elle laisserait donc sa chance à Cazeneuve ou à un autre, et à son vieil ennemi des Hauts-de-France Xavier Bertrand.

A moins qu'elle ne mijote un de ces coups fourrés dont elle s'est fait une spécialité lors des débats sur les retraites ou sur l'immigration.

Demandez le programme

Le 23 août, c'est dans le Salon vert de l'Elysée qu'Emmanuel Macron ouvrait (enfin !) le ballet des concertations pour Matignon, accueillant d'abord la délégation du Nouveau Front populaire, emmenée par Lucie Castets. « Je veux m'assurer, leur a-t-il répété à huit reprises, que la France ne soit pas en situation d'instabilité. »

De quoi passablement irriter Olivier Faure, le patron des socialistes. « Celui qui demande de la stabilité, c'est celui qui a foutu le bordel. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on en est loin, s'est-il ensuite moqué



Et Macron de résumer, à la fin du repas : « Tout le monde veut censurer tout le monde, mais il faudra bien trouver une solution. »

Une ou dix solutions ?

Nuage à Horizons

A voix basse, le patron du parti Horizons, Edouard Philippe, a soufflé : « Je ne suis pas sûr qu'il faille censurer a priori sur la base d'une étiquette, mais plutôt sur un programme. »

Vingt-quatre heures avant la déclaration de Mélenchon, ce n'était pas si mal vu !

Mais Macron est revenu à la charge : « J'ai besoin qu'Horizons clarifie sa position. Si un des groupes du bloc central est prêt à tolérer des ministres LFI, je vais devoir envisager de nommer Castets ! »

Philippe échange alors à voix basse avec Laurent Marcangeli et lance : « Je laisse la parole au chef des députés Horizons. » Et Marcangeli, gêné, contredit Philippe : « Je suis désolé de le dire, mais les députés Horizons voudront censurer s'il y a des ministres LFI. »

C'est une manie !

Insoumission routière

DANS LA NUIT du 23 au 24 août, le député LFI de La Réunion Jean-Hugues Ratenon est arrêté dans sa voiture, tous feux éteints, sur une route nationale de l'île. Son véhicule est percuté par un autre, venant de l'arrière. La police arrive, les dépistages sont négatifs pour la conductrice de l'autre voiture. Le député, à moitié endormi, refuse quant à lui de se soumettre aux tests.

Comme il se plaint de douleurs cervicales, il est emmené à l'hôpital, où il refuse de nouveau, cette fois avec véhémence, les tests de dépistage et même les soins, met en avant son immunité parlementaire et quitte les lieux. Refuser de se soumettre à un test étant un délit, que l'on soit ou non député, Ratenon sera bientôt convoqué par la justice.



Le choix dans la date

Encore un peu et Bruno Retailleau arrachait un scoop à Macron : le nom du Premier ministre. Lors de la rencontre du chef de l'Etat avec la délégation de LR, le 23 août, le président du groupe au Sénat plaide pour « la nomination de quelqu'un qui ait une stature politique » car, « un profil non politique, ça ne fonctionnerait pas ». Et d'ajouter : « Je le prendrais en dehors de l'Assemblée nationale. » Au Sénat, par exemple ?

Macron saute sur l'occasion : « Vous avez des noms ? » Retailleau n'en a pas, d'autant qu'à ses côtés Laurent Wauquiez a réitéré son avertissement au Président : « Pas de coalition avec LR, pas de débauchage. » Le Vendéen obtient tout de même une info du maître des horloges : « Vous annoncerez votre décision mardi (27 août) ? – Non. – Alors

Wauquiez seul de cordée

Entre deux rounds de concertations élyséennes, Laurent Wauquiez a effectué, le 25 août, sa traditionnelle ascension du mont Mézenc, qui marque sa rentrée politique.

Au sommet, il manquait pourtant du monde à l'appel. Seuls cinq sénateurs, dont Bruno Retailleau, et moins d'une dizaine de députés – sur les 47 que compte le groupe Droite républicaine (DR), qu'il préside au Palais-Bourbon – avaient daigné répondre présent. Parmi ceux-là, la patronne par intérim du parti, Annie Genevard, ou la vice-présidente du groupe à l'Assemblée, Michèle Tabarot, qui s'est fait prier pour venir.

Mais ils étaient encore moins nombreux la veille ! Les 47 députés DR avaient pourtant personnellement reçu une invitation à

QUAND LE MAGICIEN A DU MAL À SORTIR UN PREMIER MINISTRE DE SON CHAPEAU



dîner chez Laurent Wauquiez. Ils se sont retrouvés à moins d'une dizaine.

Sûr que ça ne valait pas le fastueux « dîner des Sommets » payé par la région Auvergne-Rhône-Alpes...

Nouméa culpa

S'il désespère de trouver l'oiseau rare pour Matignon, Emmanuel Macron a profité de ses concertations pour sonder les uns et les autres sur l'épineux dossier néo-calédonien (lire page suivante). « Et vous, a-t-il interrogé ça et là, quelles solutions préconisez-vous pour sortir de cette impasse ? »

De quoi faire bondir le patron des sénateurs socialistes, Patrick Kanner : « C'est fou ! Le mec balance des grenades, fout le feu et nous demande : "C'est quoi votre solution pour l'éteindre ?" ! »

Et le socialiste, furax, de poursuivre devant quelques proches : « Macron est vraiment le dégouilleur en chef ! Quand on sait qu'il y a eu plus de 2 milliards d'euros de dégâts, une douzaine de morts, une situation insurrectionnelle... Tout ça parce qu'il n'y a pas eu l'application de la méthode, à savoir le dialogue. »

Le dialogue ? Encore une idée à lagon !

Elle dépasse les bornes

Gabriel Attal n'a pas vraiment apprécié l'annonce par Elisabeth Borne de sa candidature à la présidence du parti Renaissance lors du congrès qui aura lieu cet automne. D'abord parce que lui-même envisage de concourir, quitte à cumuler cette présidence-là avec celle du groupe parlementaire. Mais surtout parce qu'il a appris la nouvelle par la presse.



« Avant d'annoncer ma candidature à la présidence du groupe au mois de juillet, la première chose que j'avais faite, c'est de téléphoner à Elisabeth et à Gérard, qui envisageaient d'être candidats, a-t-il grogné devant plusieurs députés croisés le 26 août. Ça me semble être la base de la collégialité. Je constate que tout le monde n'y attache pas la même valeur... »

Pour mémoire, le groupe où siègent Attal et Borne s'appelle « Ensemble »...

Une Commission très masculine

Il y a au moins un exécutif qui a été constitué pendant l'été : celui de la Commission européenne. Vingt-deux des 27 Etats ont officiellement désigné leur candidat, à charge pour le Parlement européen de ratifier leur nomination cet automne. Dans trois autres Etats, un favori émerge.

Le renouvellement est assez notable, puisque seul un tiers des probables futurs commissaires appartenaient à l'équipe précédente, à commencer par sa présidente, Ursula von der Leyen, et le Français Thierry Breton (« Le Canard », 21/8). Mais la nouvelle Commission a un problème : elle ne respecte pas vraiment la parité : 18 hommes pour 6 femmes, et 1 « homme/femme » (selon la présentation officielle) en provenance du Portugal.

Un déséquilibre dont certains commissaires hommes pourraient faire les frais au Parlement européen, selon le site B2 Pro (24/8), tel le Hongrois Olivér Várhelyi, un proche de Viktor Orbán. Et que ne souffriront pas à corriger les nominations attendues des commissaires belge et bulgare. Ces deux pays tardent à les désigner, faute de gouvernement en place.

En France, au moins, on n'a pas de gouvernement mais on a un commissaire européen !

minimares

● **Avant les Jeux paralympiques**, la ministre démissionnaire des Sports, Amélie Oudéa-Castéra, s'attribue une première médaille (« L'Express », 22/8) : « Au sein de notre équipe gouvernementale, j'ai joué un rôle de numéro 10, j'ai distribué le ballon. » Et le melon aussi ?

● **Dans le « JDD »** (25/8), la même « AOC » s'explique sur son embrassade, très commentée, avec Macron à l'issue de la cérémonie d'ouverture des JO : « Ce soir-là, nous encaiss[ions] une pression monumentale (...). Oui, ça valait bien une accolade sincère de soulagement ! » Et qu'en dit Brigitte ?

● **Tony Estanguet**, qui fait tomber la pluie partout où il passe, en ricane (AFP, 24/8) : « Les gens commencent à m'appeler François Hollande ! » L'histoire ne dit pas s'il le prend bien.

● **D'un chef à plumes** macroniste, à propos du chef de l'Etat (« La Tribune Dimanche », 25/8) : « Lucie Castets n'ayant pas cessé son numéro de claquettes tout l'été, il fallait qu'il règle la question une bonne fois pour toutes. » A défaut de régler l'épineuse « question » Matignon ?

● **François Bayrou**, lors de la première journée de consultation des responsables des partis à l'Elysée, a plaidé pour « un gouvernement raisonnable, fait de personnalités lourdes et estimées » (« Le Monde », 24/8). La lourdeur ? Quelle lourdeur ?

● **Ce tweet** du macroniste Jean-René Cazeneuve (25/8) : « Pas de ministres LFI, pas de propositions LFI dans le programme et plus de LFI à l'Assemblée nationale. Là, oui, on commence à être bien... » Ça a le mérite d'être clair.

● **Avertissement** de Marine Tondelier en préambule des Journées d'été des Ecologistes (« Le Figaro », 23/8) : « C'est notre cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques à nous. Nous n'avons pas le même budget, donc il n'y aura ni Aya Nakamura ni Garde républicaine. » Cyril Dion, tout au plus.

● **Elue** vice-présidente de l'Assemblée nationale, l'Insoumise Clémence Guetté confie à « Libé » (22/8) : « J'aborde ce rôle comme un poste de combat. C'est un moyen d'imposer une cohabitation, au moins à l'Assemblée nationale, à Yael Braun-Pivet. » Tout est dans le « au moins ».

● **Egalement** vice-présidente de l'Assemblée nationale, Naïma Moutchou, du parti Horizons, prévient (X, 24/8) : « Je ne soutiendrais aucun gouvernement qui appliquerait un programme synonyme d'aller simple pour le Venezuela ! » Et si c'est un aller-retour ?

● **Sophie Binet**, la secrétaire générale de la CGT, annonce « une mobilisation sociale pour fin septembre, début octobre » (« La Vie ouvrière », 25/8). Le pays n'a toujours pas de gouvernement, mais il reste quelques traditions !

● **Le Rassemblement national** a chargé l'eurodéputé Aleksandar Nikolic de prospecter de nouveaux profils. Avec, confirme l'intéressé au « Figaro » (26/8), « deux objectifs en ligne de mire : les législatives de 2025 en cas de dissolution, et les municipales de 2026 ». Et un casting moins foireux ?

● **L'ancien ministre sarkozyste** Brice Hortefeux affirme au « JDD » (25/8) que « ce n'est plus aujourd'hui une main que tend Emmanuel Macron à LR (...) mais un moignon ». Et bientôt une prothèse ?

● **L'eurodéputé** LR François-Xavier Bellamy décrit le gigantesque chantier à mener pour les Rep (« Le Figaro », 24/8) : « Il y a tout à réinventer : la méthode, le fonctionnement, l'ambition intellectuelle... » Mais il se veut rassurant : « Il y a encore un vrai actif (...). Nous sommes le premier réseau d'élus locaux, nous avons le groupe majoritaire au Sénat, et le parti qui représente la France au sein du PPE. » Cocorico !

● **Sarko** à la mémoire courte ! Dans la pleine page d'hommage qu'il consacre à Alain Delon (« Paris Match », 20/8), l'ex-président se vante d'avoir « toujours été soutenu » par l'acteur. C'est oublier 2016, lorsque Delon, estimant avoir été « quitté et largué » par Sarko (« Le Nouvel Obs », 22/8), avait soutenu son rival Juppé aux primaires de la droite...

● **Ce titre** des « Echos » (23/8) : « La Fondation Abbé Pierre appelle à agir contre les "bouillottes thermiques" ». Et contre les abbés bouillonnants ?

● **A la rentrée**, Pascal Praud animerait une émission sur Europe 1, la radio Bolloré, avec un concept novateur : « donner la parole aux auditeurs » (X, 23/8). Il faut que tout change pour que rien ne change.

C'EST PARTI POUR LES JEUX PARALYMPIQUES



La saison des taxes locales

AVEC LA RENTRÉE scolaire, et comme chaque année, les premières feuilles d'impôts locaux ne vont pas tarder à atterrir dans les boîtes aux lettres. La taxe d'habitation ayant disparu depuis 2023 pour les résidences principales – merci Emmanuel Macron ! –, seule demeure, pour ces dernières, la taxe foncière, qui concerne pas moins de 30,4 millions de logements.

Cette année, les valeurs locatives qui servent à calculer son montant vont augmenter de 3,9 %. Un pourcentage qui tient compte de l'inflation 2023 et qui a été voté par le Parlement au printemps dernier. Auquel il convient d'ajouter, pour calculer le montant de la facture finale, un autre pourcentage : le taux de la taxe sur le foncier bâti, fixé, lui, par les conseils municipaux. Sa hausse moyenne est faible cette année : + 1,6 %.

Les élections municipales approchent et, comme à chaque fin de mandature, les élus locaux font preuve d'un admirable souci de modération fiscale. A quelques exceptions près, comme à Nice, où le taux augmente de 19,2 %, Saint-Etienne, Nancy ou Annecy, où la barre des 14 % va être franchie, ou encore Neuilly-sur-Seine, avec plus 10 %. Mais le record atteint en 2023 par Anne Hidalgo, avec une hausse de 51,9 %, reste invaincu.

En revanche, les propriétaires de résidence secondaire ne bénéficient pas de la dispa-

rition de la taxe d'habitation. Ils continuent de la payer, et nombreux sont ceux qui vont constater que la douloureuse va encore augmenter, et pas qu'un peu.

Feu sur les résidences secondaires

Dans les zones dites « tendues », en clair dans les communes où il existe un déséquilibre entre l'offre et la demande de logements, les municipalités peuvent jouer avec les taux d'imposition comme elles le souhaitent. Cette possibilité concerne aussi bien Paris, Lyon ou Toulouse que les villes ou les villages touristiques. En 2024, grâce à une modification de la réglementation, 3697 communes sont devenues éligibles à une augmentation du taux, qui peut atteindre 60 %. Un bond que plus d'un tiers d'entre elles vont appliquer.

La liste de ces communes est disponible sur le site de l'administration fiscale. Paris y figure en bonne place depuis l'an dernier, avec 60 % de hausse, comme une grande majorité des stations balnéaires et des stations de ski les plus fréquentées. Précision : moins de 10 % des 3,3 millions de propriétaires de résidence secondaire figurent sur les listes électorales des communes où ils possèdent une maison ou un appartement de vacances.

Mais ceci n'a sûrement aucun rapport avec cela.

Un domaine pas si réservé

UNE FOIS que le gouvernement Attal aura fini d'expédier les « affaires courantes », il est généralement admis qu'Emmanuel Macron sera en cohabitation avec le successeur de son Premier ministre. Le Président assure d'ailleurs lui-même le souhaiter, même si on n'est pas obligé de le croire. De quels pouvoirs disposerait-il alors ? Marine Le Pen, au temps où elle espérait installer son poulain à Matignon, avait sévèrement cantonné Macron à un rôle de figurant, allant jusqu'à lui refuser la fonction de chef des armées.

Le Président dispose en réalité de pouvoirs fluctuants, comme l'est ce fameux « domaine réservé », qui n'est pourtant inscrit nulle part dans la Constitution. C'est Jacques Chaban-Delmas qui, en novembre 1959, alors qu'il était président de l'Assemblée nationale, avait assuré la notoriété de l'expression. Devant les assises de l'UNR, le parti gaulliste de l'époque, « Chaban » avait déclaré que le Président devait rester le maître dans quatre domaines : les affaires étrangères, la défense, les ins-

titutions et l'Algérie. Avec le temps et la décolonisation, c'est l'Europe qui est devenue le quatrième domaine.

Pourtant, « la formule a échappé à son créateur », écrivait dès 1997 dans la revue « Pouvoirs » le constitutionnaliste Guy Carcassonne, décédé depuis. Elle a d'ailleurs été récusée bien plus tard par son auteur. Car l'affaire est plus complexe que ça. Les articles 15 et 52 de la Constitution définissent les pouvoirs du Président en matière de diplomatie et de défense. Mais il y a la théorie et la pratique.

Palais de «La Belle au bois dormant»

Ainsi des lois de programmation militaire : les options majeures sont fixées par le président de la République, « chef des armées ». Mais les choix budgétaires appartiennent au Premier ministre, qui est par ailleurs responsable de la défense nationale. Ce qui ne pose pas de problème en temps normal avait donné lieu à un bras de fer entre François Mitterrand et Jacques Chirac pendant la

première cohabitation. Idem pour les affaires étrangères, « joyau du domaine réservé » (dixit Carcassonne) : si le Président « négocie et ratifie les traités », tout ce qui touche à leur gestion quotidienne relève du gouvernement.

Quant à l'Europe, si c'est le Président qui assiste aux sommets de Bruxelles, tout ce qui est communautaire (et de plus en plus de sujets le sont) passe par Matignon, auquel est rattaché le Secrétariat général des affaires européennes.

De même, le Secrétariat général du gouvernement, véritable cabine de pilotage du pays, est installé auprès du Premier ministre. Sans l'accord de ce dernier, l'Elysée n'a aucune prise sur les décisions ni sur leur application ; ce n'est plus qu'une machine qui tourne à vide, une sorte de palais de « La Belle au bois dormant ». Fâcheux quand le locataire actuel se targue de ne dormir que quatre heures par nuit.



Le champion français de Paris 2024 dissimule son or

Combien le géant de l'événementiel GL Events a-t-il raflé aux JO ? L'opacité règne.

LE VRAI VAINQUEUR des Jeux de Paris 2024, c'est lui. GL Events, le mastodonte français de l'événementiel, le claironne d'ailleurs dans la presse : avec ses 160 000 places de tribune, ses échafaudages, son éclairage, sa clim et 100 % de la distribution électrique, il a raflé « 70 % des aménagements temporaires » des Jeux. La griffe du leader, habitué des événements internationaux, a été vue partout : du Trocadéro à la Concorde, en passant par les épreuves équestres de Versailles. Cocorico !

La boîte créée par le Lyonnais Olivier Ginon – qui a organisé nombre de raouts présidentiels de son ami Macron – a atomisé ses adversaires. Le 18 juillet, elle annonce que son chiffre d'affaires, au premier semestre 2024, a atteint 820,6 millions d'euros (contre 1,4 milliard pour l'année 2023), soit une croissance de 19 %. Et combien l'organisation des Jeux de Paris lui a-t-elle rapporté précisément ? « Entre 250 et 300 millions de chiffre d'affaires », estime « Challenges ». Une coquette enveloppe !

Un secret des affaires olympique

Problème : aucun appel d'offres concernant GL Events ne figure dans le bulletin officiel des annonces des marchés publics, et il faut se rendre sur le moteur de recherche européen (TED) pour trouver la trace de cinq appels d'offres remportés par le groupe. Parmi eux, l'organisation des épreuves d'équitation au château de Versailles et « la gestion de projet, la fourniture de l'ensemble des services liés à la production et la distribution d'énergie temporaire, d'alimentation électrique sans interruption (...) sur l'ensemble des sites ». Des projets géants qui – surprise ! – ont



été attribués pour... 1 euro ! L'avis précise que, « dans le souci de respecter le secret des affaires, Paris 2024 ne souhaite pas communiquer la valeur totale finale » de l'appel d'offres. Le secret des affaires a bon dos...

Pourtant, « la Cada (Commission d'accès aux documents administratifs) estime que les documents produits par Paris 2024 sont communicables, en dépit de sa personnalité morale de droit privé », précise l'universitaire et avocat François Cafarelli. Mais l'équipe d'Estanguet ne veut rien entendre : le prix global de l'offre fait partie de « données financières confidentielles », insiste-t-elle. La Cada a donc été saisie par le Volatile. GL Events a aussi obtenu, en 2019, le marché portant sur « la conception, le

financement, la réalisation, l'exploitation et le démontage » du Grand Palais éphémère – une structure qui a remplacé sur le Champ-de-Mars le Grand Palais, en travaux, et accueilli en juillet les épreuves de judo des JO (lire ci-contre). Montant du marché figurant sur l'appel d'offres lancé par la Réunion des musées nationaux et Paris 2024 ? 16 millions hors TVA. GL Events – unique candidat – a raflé la mise pour une valeur totale réévaluée à... 49,5 millions d'euros. 33 millions de différence ? Un grand écart digne des épreuves de gymnastique...

Les JO de Paris ne font pas exception à la règle : la transparence n'est pas de mise, et l'opacité financière prévaut. De quoi assombrir le bilan des Jeux ?

M. B., J. C. et G. T.

Du provisoire qui dure au Grand Palais

SITÔT les Jeux paralympiques terminés, une autre épreuve va commencer sur le Champ-de-Mars : celle du bras de fer pour le maintien ou le démontage du Grand Palais éphémère. Bâti en 2020 pour une durée de quatre ans, cette structure en forme de suppositoire géant a abrité des expositions et des manifestations pendant les travaux du « vrai » Grand Palais, avant d'accueillir des compétitions olympiques.

Les échauffements ont commencé dès le printemps dernier. Olivier Ginon, le patron de GL Events, qui a organisé une grande partie des événements sportifs des JO, prolongerait volontiers la concession au-delà de sa fin, prévue pour le 30 novembre, et ne recule devant aucun argument pour convaincre. Le Grand Palais reprend son activité ? Oui, mais Beaubourg va fermer à son tour pour travaux, ainsi qu'une partie des installations de la porte de Versailles. Et, surtout (ce qu'il ne dit pas), on est si bien, sur les pelouses du Champ-de-Mars, où sont régulièrement organisés de très chics cocktails...

Ephémère de Paris

Dès le mois d'avril, Olivier Ginon a donc lancé l'offensive dans une interview aux « Echos », propriété du groupe LVMH de Bernard Arnault. Emmanuel Grégoire, alors premier adjoint d'Anne Hidalgo, avait opposé une fin de non-recevoir assez ferme au projet de prolonger la concession. Qu'importe : GL Events est revenu à la charge, via, cette fois, un sondage commandé à l'institut OpinionWay – lui aussi filiale de LVMH : « 80 % des Parisiens ont une bonne image » du Grand Palais éphémère, fanfaronnait alors Ginon.

« Mais la question a été posée sans parler des alternatives possibles ! » s'indigne Gérard Der Agobian, le président de l'association des Amis du Champ-de-Mars, qui rassemble des riverains dénonçant l'emprise croissante, bien avant les JO, de l'« événementiel » sur un jardin de plus en plus souvent transformé, selon lui, en « champ de foire ».

Avec une dizaine d'autres associations, mémorielles ou environnementales, Les Amis du Champ-de-Mars viennent d'écrire à Anne Hidalgo pour lui demander de réaffirmer publiquement l'engagement pris par son premier adjoint, devenu entre-temps député (PS) de Paris. « Nous attendons que la Mairie de Paris confirme les propos très clairs d'Emmanuel Grégoire », insiste également Jean Laussucq, nouveau député du VII^e arrondissement et proche de Rachida Dati, qui souhaite même que le démontage « commence dès la fin des Jeux paralympiques ».

Tous les regards se tournent donc vers la maire de Paris. Interrogée par « Le Canard », celle-ci assure qu'elle n'est « pas pour la prolongation du Palais éphémère, dès lors qu'il n'y a pas un projet temporaire majeur ». Mais, ajoute-t-elle, « la question viendra naturellement au Conseil de Paris, n'importe quel groupe peut proposer une délibération ». Et de tourner son regard vers sa meilleure ennemie, aujourd'hui ministre (démissionnaire) de la Culture : « Ce sera intéressant de voir l'attitude de Rachida Dati ». Laquelle soupçonne en retour Hidalgo de vouloir faire reposer la décision sur son ministère, « pour [la] mettre en difficulté ».

Si quelque chose n'a rien d'« éphémère » à Paris, c'est bien la rivalité entre ces deux-là...

Bruno Dive

Un budget pour de rire

TOUT DÉMISSIONNAIRE qu'il est, Gabriel Attal a fait preuve d'une jolie créativité en inventant, pour 2025, un nouveau concept : le budget « réversible ». Mais ce procédé, censé pouvoir fonctionner quelle que soit la majorité parlementaire à venir, n'est pas très franc du collier. Alors qu'il prétend maintenir les dépenses constantes, il les augmente en réalité d'une bonne vingtaine de milliards d'euros !

Une largesse qui, à n'en pas douter, va réjouir la Commission européenne, à qui Matignon transmettra, après le 23 septembre, sa « trajectoire budgétaire », laquelle doit indiquer les économies prévues pour ramener le déficit public à 3 % en 2027. Interrogés par « Le Canard » sur ce petit mensonge, les services du Premier ministre n'ont pas jugé utile de répondre.

Le gouvernement étant « particulièrement soucieux du rétablissement des finances

publiques », a expliqué Attal le 20 août, le budget de 2025 n'augmentera pas : il s'élèvera, comme celui de 2024, à 492 milliards d'euros. Et le Premier ministre de se féliciter de cette sobriété « assez rare ».

Si rare qu'elle est factice. « Le chiffre de 492 milliards est celui du budget initial de 2024. Mais, au cours de l'année, le gouvernement a gelé près de 15 milliards de crédits, soit un budget réel de 477 milliards », explique Charles de Courson, le rapporteur général (centriste) de la commission des Finances de l'Assemblée. « Au chiffre de 492 milliards annoncé pour 2025, continue Courson, il faut aussi ajouter 1 à 2 milliards de dépenses nouvelles, notamment pour la Nouvelle-Calédonie, et environ 5 milliards d'intérêts supplémentaires sur la dette. » Nous en sommes donc à près de 500 milliards – bien loin des 477 milliards initiaux.

La Commission européenne, qui, le 26 juillet, a ouvert une

procédure de déficit excessif contre la France, risque de ne pas apprécier cette rallonge sournoise de plus de 20 milliards. Même si Bruxelles ne dépassera sans doute pas le stade de la réprimande symbolique, cette prodigalité ne sera pas du meilleur effet sur les marchés financiers, qui fixent les taux d'intérêt auxquels emprunte la France.

Réversible de choix

Quant au caractère « flexible » du budget – sa capacité à être « réajusté en fonction des besoins » d'une nouvelle majorité, comme l'a expliqué Attal –, il suscite une surprise amusée chez les économistes budgétaires. « L'ajout de nouvelles dépenses, commente l'un d'eux, nécessite des semaines d'études, notamment pour connaître leur impact sur l'économie et la manière de les financer. Comment, dès lors, imaginer que le

budget puisse être rapidement réajusté en fonction des buts de la nouvelle majorité ? »

Entre le Nouveau Front populaire et le RN, qui retourneront le budget d'Attal parce qu'il ne dépense pas assez, la droite, parce qu'il dépense trop, et Bruxelles, qui va faire les gros yeux parce que les économies sont trop légères, on souhaite bonne chance au futur Premier ministre !

Hervé Martin



Les Caldoches font une grosse dépression à Nouméa

« C'EST FINI ! se désole un entrepreneur loyaliste pourtant proche de Sonia Backès, la présidente (Renaissance) de la province Sud et ex-sous ministre à la Citoyenneté d'Elisabeth Borne. On est comme en Algérie en 1961. » La référence aux pieds-noirs lâchés par de Gaulle résume le sentiment actuel de la communauté caldoche à l'endroit de Macron, soupçonné d'envisager sérieusement une indépendance-association de la Nouvelle-Calédonie. Un concept juridique qui donne des haut-le-cœur à Nouméa : en 1985, déjà, il avait failli conduire au lynchage d'Edgard Pisani, le haut-commissaire envoyé par Mitterrand...

Les émeutes de mai dernier, qui ont ravagé un millier d'entreprises, privé le territoire, avec 2,3 milliards d'euros de dégâts, de 20 à 30 % de son PIB, et mis au chômage un tiers des 68 000 salariés du secteur privé, ont instillé un désir d'exode. D'ici à la fin de l'année, 10 000 habitants, sur les 270 000 que compte l'archipel, pourraient fuir vers l'Australie, la Polynésie et, surtout, la métropole. « Ils n'ont pas envie de vivre comme au Vanuatu », explique un patron installé sur le territoire depuis plus de trente ans et qui ne se voit « pas d'avenir ici ».

Après avoir donné l'impression, lors de son aller-retour commando du 24 mai,

de cafouiller face aux indépendantistes, Macron n'a rien trouvé de mieux que de dissoudre l'Assemblée nationale. Une décision qui a privé la Nouvelle-Calédonie du volontarisme gouvernemental dont elle avait besoin pour se reconstruire. « Depuis trois mois, l'Etat, déjà complètement dépassé par la situation insurrectionnelle, a failli à tous les niveaux. Les ministères, paralysés, se désolent sur l'autonomie du territoire alors qu'il faudrait injecter 2 à 3 milliards d'euros dans l'économie », se désole Bastien Vandendyck, professeur de géopolitique du Pacifique océanien à l'université de Lille et conseiller de Sonia Backès.

L'ordre et le moral

L'ordre est loin d'être rétabli. A la pointe Sud, la commune du Mont-Dore – entre 12 000 et 15 000 habitants – est coupée du monde depuis cent jours (on ne peut y accéder qu'en bateau) parce qu'une tribu contrôle l'unique route d'accès.

Difficile de faire pire ? Voire ! La fermeture à la fin du mois, dans le Nord, de l'une des trois usines de nickel (Konianbo Nickel SAS) va mettre au chômage 1 200 salariés. Quant au feuilleton politique parisien, il ne paraît guère prometteur pour le territoire.

Comment ce Parlement fracturé parviendra-t-il à s'entendre pour voter la loi organique nécessaire pour repousser les élections provinciales, qui n'ont aucune chance de se tenir en décembre 2024 ?

Olivier Picard



Une triade d'ennemis fait cauchemarder Biden

« LES ÉTATS-UNIS elaborent un changement de doctrine stratégique. Ils se préparent, notamment, à une confrontation nucléaire coordonnée par la Russie, la Chine et la Corée du Nord. La pire des catastrophes », commente un haut responsable du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale. Sans estimer pareil scénario totalement fantaisiste, il se veut optimiste et ne le juge pas « des plus probables ».

Reste que, en mars, dans un document classifié titré « Nuclear Employment Guidance » (« Guide stratégique pour l'emploi de l'arme nucléaire », dont le « New York Times » a révélé l'existence le 20 août, Joe Biden a prié ses généraux d'envisager ce cauchemar absolu. A la Maison-Blanche, on s'inquiète non seulement de la croissance rapide de l'arsenal

nucléaire chinois, mais aussi de la Russie, qui s'est « clairement radicalisée », explique un diplomate. Et, depuis peu, des partenariats militaires et économiques noués entre ces deux Etats et la Corée du Nord, qui amasse les bombes comme un écureuil les noisettes. Ce qui laisse redouter une « coalition » de ces trois grands méchants. La menace incarnée par l'Iran, à deux doigts de disposer de l'arme suprême, est aussi évoquée.

La java des bombes atomiques

Mais le « New York Times » n'a pas tout dit. Et certains spécialistes français en relation avec leurs homologues US restent circonspects. Cette réorientation de la doctrine américaine n'a pas été officiellement approuvée par Biden et n'a fait l'objet d'au-

cun débat au Congrès. Une version édulcorée et non classifiée de ce « Nuclear Employment Guidance » pourrait être transmise aux élus avant le 20 janvier, date du départ de l'actuel président. Et nul ne sait dans quelle mesure ce texte engagera son successeur.

Présenté par certains comme le « testament de Joe Biden », il est soutenu par son administration, qui, sur le sujet, s'est durcie. A en croire les cadors du Pentagone, l'arsenal nucléaire, pour demeurer dissuasif, doit être « employable ». Traduction par un expert : « Le concept de non-emploi, en premier ou en riposte, qui fondait la dissuasion classique est clairement dépassé. »

Que la menace soit surestimée ou non, Joe Biden, pourtant farouche partisan de la non-prolifération durant sa carrière au Congrès, a

déjà lancé la modernisation de l'arsenal nucléaire US, notamment en Europe. Dès l'an prochain, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, les Pays-Bas et la Turquie hébergeront de nouvelles bombes plus performantes, dont la puissance atteindra jusqu'à 50 kilotonnes (trois fois Hiroshima). Et, en 2026, à la demande de Berlin, le Pentagone commencera à installer en Allemagne des missiles hypersoniques et des missiles de croisière Tomahawk, dont les charges peuvent être classiques ou nucléaires. Les militaires US assurent pouvoir changer « en dix minutes » la nature de ces explosifs, ce dont les Français doutent un peu.

Une telle « java de bombes atomiques » est supposée rassurer les Américains et, bien sûr, leurs alliés, en Asie-Pacifique comme en Europe. Il est permis d'en douter.

J. C.

Kiev veut recruter des pilotes étrangers

L'UKRAINE n'a toujours pas d'armée de l'air, et ce n'est pas la prochaine réunion de ses alliés et amis, en Allemagne, qui lui permettra d'en aligner une prochainement. Avec assez d'avions F-16, de pilotes, de mécaniciens et de techniciens d'armement.

En septembre, sur la base américaine de Ramstein, outre-Rhin, les représentants de 57 pays – parmi lesquels les 32 membres de l'Otan – se diront, comme c'est la règle, prêts à aider l'Ukraine. Les Etats-Unis étant les premiers

donateurs en dollars et en armements, c'est le Pentagone qui a préparé l'ordre du jour de cette réunion, durant laquelle les participants devraient « accélérer en toute sécurité » les livraisons d'armes.

Une délicate question sera posée. Zelensky a fait connaître son intention de recruter des aviateurs étrangers en complément du petit nombre d'Ukrainiens déjà formés à l'utilisation comme à l'entretien des F-16, et de ceux encore en stage aux Etats-Unis et en Europe. En clair, il s'agi-

rait d'embaucher à l'étranger des pilotes récemment retraités après avoir été longtemps aux commandes de cet avion américain.

Pareil recrutement est en effet possible sur ce « mercato » particulier : 11 membres de l'Otan possèdent des F-16, et 15 autres Etats (tels l'Egypte, le Maroc ou Taiwan) ont aussi acheté cet avion de combat. Mais les Etats-Unis sont hostiles à ce projet, et ils feront sans doute pression sur tous ces pays pour qu'ils interdisent à leurs retraités

d'être devenus des « mercenaires ». Car c'est ainsi que Poutine les qualifierait, tout en accusant une nouvelle fois Washington et l'Otan de lui faire la guerre.

Les Américains ont un comportement de « bipolaires ». Ils ne veulent pas que Poutine l'emporte, mais, si les Ukrainiens n'ont toujours pas d'armée de l'air, et si des F-16 d'occasion leur sont encore livrés au compte-gouttes, ils en sont les premiers responsables.

Claude Angeli

L'Autorité de la concurrence double ses mises à l'amende

Le japonais Sony, le suisse Rolex, le Syndicat patronal des buralistes, les champions de l'agro-alimentaire français, tous ont été épinglés, cette année, pour leurs abus de position dominante.

GOOGLE a la Goo-gueule de bois. L'Autorité de la concurrence vient de lui infliger 250 millions d'euros d'amende pour n'avoir pas respecté la loi européenne de 2019 dite « des droits voisins », obligeant les plateformes en ligne à rémunérer les médias pour la reprise de leurs contenus. Une petite sanction, comparé à la somme, encore à déterminer, qu'Alphabet, sa maison mère, va devoir déboursier aux Etats-Unis après que le géant du Net a été jugé coupable de pratiques anticoncurrentielles par la justice américaine, le 5 août. Son tort ? Avoir versé près de 24 milliards d'euros en 2023 – dont la majorité à Apple – pour s'assurer que son moteur de recherche soit celui utilisé par défaut sur la plupart des smartphones. La décision américaine pourrait remettre en question le monopole de Google sur le secteur.

En France, l'Autorité de la concurrence, elle, a réalisé un bon cru en 2024, avec 330,7 millions d'euros d'amendes distribuées depuis le début de l'année, contre 167,6 millions d'euros en 2023. « Le Canard » dresse le palmarès des entourslopes pour tenter de garder le monopole.

● **La Française des jeux.** En 2013, la Française des jeux (FDJ) autorise la vente en ligne de tickets à gratter chez les 7500 fleuristes Flo-raj. Deux ans plus tard, elle leur permet de distribuer d'autres bons de divertissement comme le Loto, l'EuroMillion et le Keno. Une fleur qui ne plaît pas à la Confédération nationale des buralistes de France, qui décide de sortir la sulfatuse ! L'unique organisation professionnelle du secteur décide de « plan-



ter » la nouvelle formule d'Euro-million, lancée en septembre 2016. Sur les réseaux sociaux et dans les médias, elle appelle à boycotter la validation des jeux de la FDJ. Une vengeance pour tenter d'« évincer de potentiels concurrents », selon l'Autorité. Le syndicat patronal a été condamné à 750 000 euros d'amende en septembre 2023. Une « sanction injuste », pour Philippe Coy, le président de la Confédération, qui a pourtant renoncé à faire appel. Beau joueur !

● **Game over ?** Oh, la mauvaise manie de Sony avec ses manettes ! Entre 2015 et 2020, l'entreprise japonaise et ses trois filiales, en Europe et en France, ont empêché les joueurs de sa console PS4 d'uti-

liser des accessoires moins chers. L'enjeu n'est pas minime. Selon une étude du Syndicat des éditeurs de logiciels de loisirs, le secteur du jeu vidéo a engendré, en France, un chiffre d'affaires de 6,1 milliards d'euros en 2023.

Sony a provoqué des bugs sur les manettes non licenciées par ses soins afin de plomber leur réputation... tout en refusant de révéler les conditions requises pour obtenir la licence officielle, prétendant « pour lutter contre la contrefaçon », note l'Autorité.

La maison mère japonaise et ses trois filiales ont été condamnées à 13,5 millions d'euros pour cet abus de position dominante. Sony a fait appel. Inconsolable ?

● **Les agités du bocal.** Entre 2010 et 2015, 15 acteurs de l'agroalimentaire, dont D'Aucy et Bonduelle, se sont entendus pour mettre en boîte les consommateurs. Leur recette ? Ne pas communiquer sur la présence, dans leurs produits, de bisphénol A (BPA), un perturbateur endocrinien pourtant soupçonné de favoriser cancers, diabète et infertilité. Dès 2010, la Fédération des industries des aliments conservés avait écrit au Syndicat national des fabricants de boîtes pour s'assurer « que chacun des acteurs concernés s'interdise toute tentation d'une démarche individualiste consistant à mettre en avant la commercialisation de boîtes [sans BPA] ».

Au total, les 15 cachottiers ont écopé de 19,5 millions d'euros de pénalités. Deux d'entre eux ont fait appel de conserve.

● **Les pendules à l'heure.** De 2011 à 2022, Rolex France a interdit à ses distributeurs de vendre ses montres en ligne. Une livraison sans essayage serait un sale coup porté à l'image du groupe suisse, s'égosillait la filiale. L'Autorité a jugé que ces pratiques lésaient les vendeurs et les consommateurs, qui, eux, se sont mis à l'heure d'Internet. Rolex a expliqué vouloir ainsi lutter contre la contrefaçon. Ses concurrents ont pourtant trouvé depuis belle lurette des solutions pour concilier vente en ligne et antipiraterie. La marque de luxe est un brin en retard.

Coût de la filouterie : 91,6 millions d'euros de sanctions et l'obligation de rendre publiques ses pratiques peu confraternelles. Rolex, qui a fait appel, tente de jouer la montre.

Fanny Ruz-Grindos et Garance Tournillon

UN CENTRE ABBÉ-PIERRE VEUT CHANGER DE NOM

IL NOUS FAUDRAIT UN NOM... QUI RESTE COHÉRENT AVEC LES VALEURS DE L'ABBÉ...

CENTRE GÉRARD-DEPARDIEU ?



L'ours russe vole en Ecureuil français

CETTE FOIS, Poutine n'a pas envoyé ses sbires peindre des étoiles de David ou des mains rouges sur les murs de Paris, ou des cerceaux devant la tour Eiffel. Le ministère russe de la Défense s'est contenté de diffuser, le 29 juillet, deux photos d'hélicoptères français utilisés par ses forces spéciales, les fameuses Spetsnaz. Des clichés enquiquinants repérés par le site spécialisé Avions légendaires (2/8). Un nouvel épisode de la guerre de l'info ?

Au moment où Macron manœuvre pour aider le président Zelensky avec force livraisons de canons Caesar, de véhicules de l'avant blindés ou de missiles de croisière Scalp, ça tombe mal. Il serait fâcheux que nos hélicos, armés par des commandos russes, fissent un coup de pale sur les relations entre Manu et Volodymyr...

Interrogé sur la présence de cette quincaillerie tricolore au sein de l'armée russe, le constructeur Airbus Helicopters reconnaît que « 120 appa-

reils de la famille Ecureuil » volent en Russie, mais jure ses grands dieux que toute cette flottille a été vendue « pour un usage civil, avant le début de l'invasion russe en Ukraine, le 24 février 2022 ». L'avionneur explique au Palmipède que la version bimoteur – celle dont l'armée ruskov fait étalage – appartient à un lot d'« une vingtaine d'appareils » livrés au ministère de l'Intérieur russe « avant 2013 ». Un an, donc, avant l'annexion de la Crimée par la Russie. Ouf...

En attendant, les soldats d'élite de Poutine profitent des hélicos français pour faire le coup de main derrière les lignes ukrainiennes. Un appui appréciable, attendu que les Russes, excellents dans la construction d'hélicoptères lourds, sont déprimés dans la catégorie des légers, là où les Français cassent la baraque avec leurs Ecureuil – 7 000 exemplaires de cet appareil ont été vendus dans le monde.

En Russie, les Ecureuil n'épargnent personne. O. B.-K. et C. L.

Pourquoi les politiques se piquent toujours de X

MALGRÉ le ralliement bruyant d'Elon Musk à Trump pour la présidentielle américaine de novembre et la désinformation qui sévit sur ce réseau, les politiques de l'Hexagone restent complètement accros à X ! Et peu importe l'étiquette : même chez les anticapitalistes, on participe au chaos général en tweetant compulsivement.

« On ne va pas laisser le reste du monde polémique sans nous... », justifie ainsi le PCF sur son site Internet. Dans le parti de Fabien Roussel, des formations numériques sont proposées aux camarades. « Le Canard » s'est glissé parmi les participants à l'atelier organisé lors des universités d'été du parti à Montpellier, le 23 août. L'animateur est un jeune connecté, Pierrick Lavoine, secrétaire de la section du IV^e arrondissement de la capitale et directeur de la communication de PariSeine, l'aménageur de la Ville de Paris. Devant une soixantaine de militants, Lavoine admet sans mal que « Twitter est le réseau social le plus toxique ».

Co-connectés

Il n'a cependant aucun scrupule à inciter ses troupes à l'utiliser : « Ces plateformes disposent d'une visibilité très importante pour les partis. Ne pas y être serait plus un handicap qu'un atout. On est dans un monde capitaliste, on y participe aussi, même si on lutte contre ! » Dur, dur de ne pas se compromettre, de nos jours ! Pour un militant communiste, en 2024, l'essentiel est de placer ses convictions après le nombre de likes sous un post...

L'une des plaies du réseau d'Elon Musk, ce sont les comptes anonymes où des trolls se lâchent, insultent à gogo et relaient des infos bidon. Contre ces casse-pieds qui viennent polluer les débats, on aurait pu s'attendre

à ce que le formateur du PC mette son public en garde. Que nenni ! Lavoine incite au contraire ses camarades à recourir à l'anonymat et va jusqu'à donner une petite leçon de « trolling » : « Par exemple, si on ne souhaite pas que le Parti communiste dise quelque chose lui-même, on peut le faire publier par un ou plusieurs comptes anonymes pour faire monter cette information. C'est pas des procédés toujours très fair (« justes ») ou géniaux, mais les autres partis l'utilisent beaucoup... » A la guerre comme à la guerre, quoi !

Réseaux sociaux

Pourquoi ces militants – mais aussi les barons locaux, les parlementaires, les ministres ou Emmanuel Macron – cautionnent-ils ces pratiques ? Pourquoi ne se décident-ils pas à migrer vers d'autres réseaux plus apaisés ? Tout simplement parce que « les communautés sont sur X. Et, quand en on part, on se coupe de toutes les communautés qu'on a pu agglomérer », résume Bastien Le Querrec, juriste à La Quadrature du Net, association de défense et de promotion des droits et libertés sur le Web. « Pour qu'il y ait un changement d'une plateforme à une autre, il faut que toutes les personnes bougent en même temps et que toute l'offre précédente soit présente sur la nouvelle plateforme », estime, de son côté, Nicolas Vanderbiest, spécialiste des réseaux sociaux. Selon lui, « X demeure le réseau politique et sociétal par excellence grâce à son écosystème unique reliant journalistes, politiques et groupes de pression, permettant la diffusion rapide de déclarations importantes »...

A ce jour, Anne Hidalgo est l'une des rares politiques à avoir osé quitter X et à en rester éloignée. Pour elle, ce réseau est « devenu (...) l'arme

de destruction massive de nos démocraties ». En novembre dernier, elle a dit au revoir à ses 1,5 million de followers. Si elle n'a pas pour autant abandonné les autres réseaux, ses comptes LinkedIn, Facebook et Instagram totalisent péniblement 550 000 abonnés,

très loin de l'audience qu'elle pouvait toucher sur X. Christian Estrosi, le maire de Nice, avait, lui, claqué la porte de la plateforme en décembre 2023. Il n'a pas tenu six mois avant de se remettre à tweeter. Accro, l'Estro...

Yann Voldoire



LES COMPTES DU "CANARD"

Comme chaque année, « Le Canard » publie l'intégralité de ses comptes, tels qu'ils ont été approuvés lors de l'assemblée générale de ses actionnaires (tous salariés ou anciens salariés du journal), qui s'est tenue le 12 juin 2024.

BONNE NOUVELLE ! En 2023, contrairement à l'année précédente, où le rattrapage de deux années de cotisations de retraite supplémentaire faisait apparaître des comptes déficitaires, « Le Canard », pour cet exercice, comme vous pourrez le constater à la lecture de ce bilan, a renoué avec les bénéfices. Le résultat net est ainsi passé d'un solde négatif de 355 579 euros à un solde positif de 1 733 701 euros. Ne cachons donc pas notre joie.

Mais ne cachons pas non plus une réalité qui a de quoi la tempérer : si nos comptes sont bons, nos ventes papier n'ont pas été à la fête. Au cours de ce même exercice 2023, notre diffusion totale payée a souffert. Celle-ci a enregistré une baisse sévère de 11,5 % pour l'hebdomadaire et de 7,3 % pour « Les Dossiers du Canard », passant ainsi respectivement de 282 339 à 249 864 exemplaires, et de 530 64 à 491 167 exemplaires. Nous avons connu plus réjouissant. Et le fait que nombre de nos confrères aient subi, dans le même temps, des baisses plus ou moins similaires ne constitue en rien une consolation. Si nos comptes ont connu une meilleure année

que notre diffusion, c'est d'abord à nos bons résultats financiers que nous le devons. C'est-à-dire aux placements de nos disponibilités, qui ont bénéficié, en 2023, d'une hausse importante des rendements. Nous pouvons donc remercier les taux et vérifier, s'il en était besoin, l'utilité des réserves financières du journal, abondées avec sagesse au fil des années, pour garantir sa totale indépendance. Les bénéfices de cet exercice viendront s'y ajouter intégralement puisque « Le Canard », il est utile de le rappeler, ne distribue de dividendes à personne.

Mais il nous faut, en priorité, nous pencher sur les causes de cette diminution de nos ventes papier. Et, bien sûr, y remédier, à la fois en les relançant, en accélérant la croissance de nos abonnements numériques et en attirant de nouveaux lecteurs.

L'actualité politique de cette année a déjà, depuis ces derniers mois, contribué à nous y aider. Il n'en reste pas moins que cette érosion, comme chacun le sait, ne concerne pas seulement « Le Canard » mais toute la presse papier, qui, en France comme ailleurs dans le monde, est

BILAN 2023					Euros	
	2023	2022		2023	2022	
ACTIF			PASSIF			
ACTIF IMMOBILISÉ	2 176 588	2 078 516	CAPITAUX PROPRES	131 441 048	129 590 107	
ACTIF CIRCULANT	135 100 025	134 960 938	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	638 398	1 538 988	
			DETTES À COURT TERME	5 197 167	5 910 359	
TOTAL	137 276 613	137 039 454	TOTAL	137 276 613	137 039 454	
COMPTE DE RÉSULTAT						
PRODUITS D'EXPLOITATION	21 944 478	23 445 662	RÉSULTAT COURANT	2 259 198	- 443 514	
CHARGES D'EXPLOITATION	23 472 820	24 380 461	PRODUITS EXCEPTIONNELS	37 500	482 654	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	- 1 528 342	- 934 799	CHARGES EXCEPTIONNELLES	137 239	52 196	
PRODUITS FINANCIERS	3 787 540	491 285	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	- 99 739	430 458	
CHARGES FINANCIÈRES	0	0	PARTICIPATION DES SALARIÉS	132 488	0	
RÉSULTAT FINANCIER	3 787 540	491 285	IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	293 270	342 523	
			TOTAL DES PRODUITS	25 769 518	24 419 601	
RÉSULTAT COURANT	2 259 198	- 443 514	TOTAL DES CHARGES	24 035 817	24 775 180	
			RÉSULTAT NET	1 733 701	- 355 579	

à la peine. Elle est aggravée par les fermetures de points de vente : en 2023, 662 ont ainsi mis la clé sous la porte. Pour autant, il ne s'agit pas de chercher des excuses mais de trouver des solutions. Et, au-delà des raisons conjoncturelles qui ont obéré, en 2023, les ventes du journal, de tout faire pour l'améliorer. « Le Canard » s'y emploie d'arche-palme. D'abord, en étoffant son équipe avec le

recrutement de nouveaux journalistes, mais également, tout en enrichissant son offre papier, en poursuivant son virage numérique. Nous avons engagé les investissements et les moyens nécessaires à la poursuite de cette incontournable transformation. Dès la seconde quinzaine de septembre, notre journal sera doté d'un nouveau site Internet. Nous avons veillé à ce que « Le Canard » n'y

perde en rien, ni dans sa présentation, ni dans son contenu, ni dans le ton, ce qui fait son identité et sa spécificité. Ni surtout dans son indépendance et sa liberté, dont il n'oublie pas un seul instant que c'est à vous, chères lectrices et chers lecteurs, à votre confiance et à votre fidélité, qu'il les doit. Soyez-en une nouvelle fois chaleureusement remerciés.

E. E.



ZigZag

LA FOLIE DES GLANDEURS

Si Céline Dion et Lady Gaga ont choisi de se loger dans des palaces lors de leur séjour parisien, de plus en plus de stars ou de grands patrons préfèrent louer des appartements de luxe, voire des hôtels particuliers, pour des tarifs allant jusqu'à 15 000 euros la nuit (« Le Figaro », 26/8). Et les agents immobiliers spécialisés doivent faire face aux demandes les plus farfelues : « admirer une heure La Joconde sans personne », « privatiser le Musée d'Orsay » ou encore, au lendemain d'« une soirée très alcoolisée avec des bouteilles d'exception », se faire livrer « des poches de solutions liquides à s'injecter en intraveineuse pour commencer [la] gueule de bois et recommencer le soir même ».

Qui a dit que les riches n'avaient pas des journées très chargées ?



LES PIGEONS OLYMPIQUES

Un habitant des Côtes-d'Armor a réclamé le remboursement de 1 600 euros qu'il avait déboursés pour assister à la cérémonie d'ouverture des JO (« Ouest France », 22/8) : « Je n'ai vu que des bateaux passer au loin, dans la pénombre, sans éclairés et non décorés, sans rien apercevoir des danseurs et des animations sur les ponts ou sur les quais (...). J'ai l'impression d'avoir été pris pour un gogo. »

Le Comité d'organisation n'a pour l'instant pas donné suite ; il estime sans doute qu'avec toute la flotte bloquée ce soir-là les milliers de « gogos » sur les quais de la Seine ont déjà touché suffisamment de liquide.

PROMOTION CANOPÉE

Alerte sur les emblématiques palmiers de Los Angeles ! La mairie souhaite en remplacer une grande partie par des arbres plus touffus, en raison du réchauffement climatique (« La Tribune Dimanche », 25/8) : « Les arbres suffisamment fournis produisent une toiture salvatrice lors des canicules », ce qui n'est pas le cas du palmier, son feuillage étant trop haut pour avoir un effet sur les piétons.

Gare ! Si le climatoseptique Trump revenait au pouvoir, il les remplacerait tous par des totems à son effigie...

Elire le patron du foot français, c'est sportif !

Le successeur de Vincent Labrune doit être désigné le 10 septembre au terme d'un scrutin acrobatique.

LE SUSPENSE est digne d'une finale de la Ligue des champions : Vincent Labrune, le président de la Ligue de football professionnel (LFP), sera-t-il réélu le 10 septembre ? En changeant les statuts de l'institution, il y a trois ans, il s'est octroyé un mode de scrutin sur mesure. Le nombre d'administrateurs est ainsi passé de 25 à 17. Et, parmi ces 17, il ne reste que trois postes d'indépendants (des personnalités extérieures aux clubs), au lieu de cinq auparavant, ce qui fait déjà deux concurrents potentiels effacés d'un coup de sifflet, le président de la LFP étant justement choisi parmi ces indépendants.

Le coup d'envoi de la campagne a été donné, et Labrune a annoncé qu'il était candidat à l'un de ces trois postes, face à six autres : Christophe Bouchet, ancien président de l'OM et ancien maire centriste de Tours ; Alain Guerrini, le pédégé de Panini, la boîte de vignettes à coller ; Cyril Linette, ancien patron du groupe L'Equipe puis du PMU ; Gervais Martel, ex-président du Racing Club de Lens ; Stéphane Martin, ancien président des Girondins de Bordeaux ; et Karl Olive, député macroniste. Diriger le foot est visiblement une affaire d'hommes. Il faut dire que le job recèle bien des douceurs : un salaire de 1,2 million d'euros par an, 20 000 euros de notes de frais par mois (oui, par mois), sans oublier de nombreux bonus et le prestige de la fonction. Tout cela alors que les clubs agonisent en raison de droits TV signés en catastrophe et historiquement bas...

Mais, pour être désigné, c'est pire qu'une sélection en équipe de France ! Il faut avoir été préalablement adoubé par deux organes : Foot Unis, qui regroupe les clubs de Ligue 1 et de Ligue 2, et l'Union des acteurs du football

(UAF), qui rassemble les employés du ballon rond (joueurs, médecins, arbitres, personnel administratif, etc.). Foot Unis, qui tient réunion le 29 août, a laissé entendre qu'il validerait les sept candidatures. Mais l'UAF, elle, ne devrait en appuyer que trois – autant que le nombre de postes d'indépendants à pourvoir.

Seuls trois candidats pourraient donc avoir leur double parrainage. Les pronostics donnent comme trois futurs « indépendants » Karl Olive, déjà présent en tant que représentant de la Fédération française de football et pas candidat à la présidence, Vincent Labrune, car il a le privilège du sortant, et, donc, un seul invité surprise. Qui ne l'est pas vraiment puisque l'UAF a fait d'Alain Guerrini son chouchou. Lequel Guerrini a d'ores et déjà annoncé qu'il ne souhaitait pas devenir président lui non plus. Il ne resterait qu'un homme en lice pour

le poste : Labrune Vincent. « C'est assez curieux comme procédé. On élit un président, mais ce n'est pas une élection, c'est un truc à la Maduro », s'étrangle un des candidats. Même la date de l'élection, fixée au 10 septembre, prête à polémique, certains y voyant un empiètement de Labrune. La commission sénatoriale s'apprête à se pencher à nouveau sur son cas en posant des questions désagréables, notamment sur le train de vie de la LFP, les droits TV et le pacte avec le fonds luxembourgeois CVC, opération qui fait toujours l'objet d'une enquête préliminaire du Parquet national financier. « Avancer le dépôt des candidatures au mois d'août, en plein mercato pour les clubs, on peut dire que ça dénote une grande virtuosité », persifle un autre postulant. Vivement la deuxième mi-temps !

Paul Leclerc

Indépendants mais pas trop

Les "pinzuti" boudent la Corse

LIASSÉS de se faire plumer, les touristes boudent l'île de Beauté : en juillet, le nombre de voyageurs dans ses quatre aéroports a reculé de 10 % par rapport à juillet 2023, selon les chiffres de la chambre de commerce et d'industrie (CCI). Avec près de 645 000 voyageurs en juillet, les aéroports corses (Ajaccio, Bastia, Figari et Calvi) ont perdu 70 000 voyageurs par rapport à juillet 2023. Même si, sur les sept premiers mois de l'année, le nombre de passagers reste stable, ça grince même sur l'île, où tout est cher : selon l'Insee, le coût de la vie y est en moyenne 7 % plus élevé que sur le continent.

Une restauratrice d'Ajaccio affirmait, sur BFMTV (7/8), avoir « perdu 20 % » de son chiffre d'affaires en juillet. Elle mettait notamment en cause les tarifs des transporteurs. « On peut aller en Sardaigne pour 120 euros en

partant de Marseille, mais on vient à Ajaccio pour 500 euros. Il y a un problème », soulignait-elle. Merci les cousins !

Un journaliste travaillant pour le Palmipède a payé 975 euros deux allers-retours sur Air Corsica pour un Paris-Figari la deuxième semaine de septembre. Voilà ce que c'est que d'être un « pinzutu », un touriste venu du continent !

Ça plane pour les résidents

Car, pour les insulaires, ce n'est pas le même tabac. Eu bénéficient d'un tarif résident, à condition de pouvoir justifier d'une adresse fiscale principale et effective en Corse : par exemple, 132 euros (hors taxes, redevances et frais divers) pour un aller-retour Orly-Ajaccio, selon la délibération adoptée

en avril 2023 par l'Assemblée de Corse, qui s'occupe donc même des tarifs aériens.

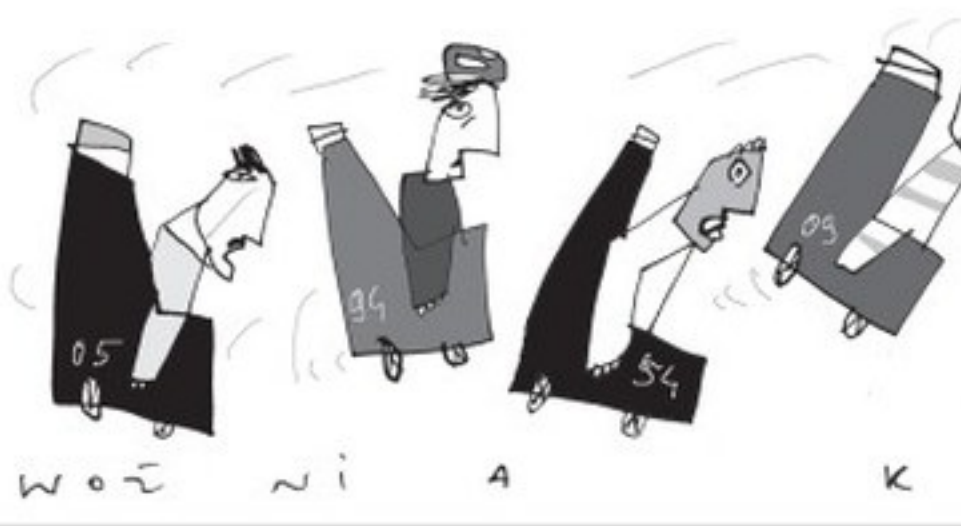
Près de 1 million de passagers empruntent chaque année les lignes reliant la Corse à Marseille et à Nice, et 1,16 million les lignes entre la Corse et Paris, selon le rapport adopté à l'unanimité en février par l'Assemblée de Corse. « Plus d'un passager sur deux vers Marseille ou Nice » est résident insulaire, précisait le rapport, mais, sur les lignes vers Paris, seul « moins d'un sur cinq » l'est.

Mes CorSES devraient quand même s'inquiéter : le secteur du tourisme est crucial pour l'île et ses 350 000 habitants. Il représente 3,5 milliards d'euros par an, soit 39 % du produit intérieur brut (PIB).

Pour une fois, mieux vaudrait ne pas décourager le boom... du moins celui du tourisme.

J. C.

JEUX PARALYMPIQUES : LES PRONOSTICS



Le clergé de Notre-Dame manque de lustre

SIMPLE LOCATAIRE à titre gracieux de Notre-Dame de Paris, l'archevêché a entrepris d'y jouer au décorateur et à l'architecte d'intérieur. Pourquoi se gêner ? Le proprio (le ministère de la Culture) laisse faire et exauce sans discuter les souhaits du clergé avant la réouverture de la cathédrale, prévue le 8 décembre. Sans trop se préoccuper de l'intégrité du patrimoine du monu-

ment... Mgr Laurent Ulrich avait déjà fait des siennes. Il avait obtenu de Macron la commande de vitraux à des artistes contemporains pour remplacer plusieurs verrières historiques dessinées par Eugène Viollet-le-Duc, le célèbre architecte qui a sauvé la cathédrale sous Napoléon III.

Mais de nombreux locataires abusés racontent que la plateforme n'est intervenue qu'après avoir été interpellée sur X. C'est le cas d'Enzo, le malheureux passeur de serpillère. Sa contestation est restée sans réponse pendant cinq mois jusqu'à ce qu'il raconte publiquement son histoire, le 20 août. « Quelques heures plus tard et sans devoir fournir de preuve », il a reçu un e-mail d'Airbnb lui signalant qu'il « n'aura[it] pas à payer les dommages » (« Le Parisien », 25/8).

Sans même obtenir un dédommagement ?

H. L.

Les épines de la Couronne

En juillet dernier, la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture – un aréopage d'experts qui siège au ministère de la Culture – s'est vivement opposée au projet. Mais le gouvernement est passé outre. Le mitré parisien vient de récidiver avec une autre

Airbnb : questions pour un shampooin

« LA PROPRIÉTAIRE de mon Airbnb me réclame 300 euros parce que j'ai laissé un gel douche dans le meuble de la salle de bain et que ça a fait une tache... » s'étrangle Ewen sur X, le 19 août. Depuis, le tweet de cet étudiant rennais a été vu près de 22,6 millions de fois et a provoqué une avalanche de réactions indignées. Son hôte exige « 150 euros pour le remplacement du meuble par un artisan et 140 euros pour le tiroir endommagé ». Un petit coup d'éponge, c'était trop demander ?

Les témoignages de vacanciers ayant reçu des requêtes de dédommagement abusives se multiplient sur le réseau social : 4 200 euros pour « des bulles d'air » dans le linier au fond d'une piscine, 2 900 euros pour un sol encore humide après un coup de serpillère (« Le Parisien », 25/8) ou encore 2 570 euros pour des

dégâts mobiliers déjà présents (« Midi libre », 26/8). Airbnb a certifié au « Parisien » que chaque réclamation faisait l'objet d'une procédure classique : « Notre service client vérifie si le locataire est responsable et si le montant réclamé est justifié. »

Mais de nombreux locataires abusés racontent que la plateforme n'est intervenue qu'après avoir été interpellée sur X. C'est le cas d'Enzo, le malheureux passeur de serpillère. Sa contestation est restée sans réponse pendant cinq mois jusqu'à ce qu'il raconte publiquement son histoire, le 20 août. « Quelques heures plus tard et sans devoir fournir de preuve », il a reçu un e-mail d'Airbnb lui signalant qu'il « n'aura[it] pas à payer les dommages » (« Le Parisien », 25/8).

Sans même obtenir un dédommagement ?

G. T.

La SADC, proprio qui a le sens du drame

LA Société des auteurs et compositeurs dramatiques joue un drôle de drame, rue Ballu, à Paris. Elle y dispose de son siège et ne cesse de s'agrandir en faisant ses emplettes parmi les hôtels particuliers voisins. Elle a ainsi acquis, en 2019, le 17-19 pour y installer sa nouvelle Maison des auteurs, ainsi que le 21, qui comprend un pavillon sur cour... où l'infortuné locataire du rez-de-chaussée et du 1^{er} étage, Jérôme K., a le tort de s'incruster.

Depuis quatre ans, c'est une guéguerre d'usure. La SADC conteste à son locataire l'usage d'un « jardinnet » situé dans la « courrette » derrière le bâtiment. Elle a fait poser une « haie végétalisée » à 1 mètre des portes-fenêtres de son salon, implanter des caméras de surveillance, et lui a interdit le passage par la cour du 17-19 vers la fameuse courrette attenante, tout en faisant détruire le muret qui les séparait. Elle a aussi fait poser une lourde grille cadenassée devant la porte de sa cave en contrebas de ladite courrette !

Selon une main courante déposée par Jérôme K. le 25 juin 2020, le directeur général de la SADC, Pascal Rogard, et son second, Patrick Raude, avaient débarqué dans

le jardinnet pour lui annoncer qu'ils allaient faire poser des barres de fer, et lui ont lancé : « Va te faire foutre, connard ! » Une répétition de théâtre qui a mal tourné ?

Pas touche à la courrette !

Le locataire, stressé, assigne cinq mois plus tard la SADC au tribunal judiciaire, qui juge, le 30 novembre 2021, que le jardinnet a bien fait l'objet d'un accord oral pour un « prêt à usage » mais que celui-ci peut être révoqué. Au contraire, la cour d'appel a estimé, le 18 mai dernier, que ce « prêt à usage » valait aussi longtemps que le bail et que Jérôme K. disposait bien d'un « droit de passage » par la cour du 17-19. Près de quatre ans de procédure – et des dizaines de milliers d'euros dépensés – pour revenir à la lettre du bail.

Or, depuis, la SADC refuse d'exécuter le jugement et de rendre à son locataire les clés et le badge du portail, le contraignant à passer par l'espace dévolu aux poubelles qu'elle a fait enclore entre deux grilles... Entre-temps, elle a contesté à Jérôme K. l'usage de sa « grande cave

en deux parties ». Elle a été déboutée ce 18 juin.

GRDF s'est ému, l'an dernier, de l'accès bloqué au compteur de gaz. L'humidité gagne progressivement murs et fenêtres du logement du locataire, et des souris sont apparues... « En plus de me harceler, ils laissent pourrir pour me faire partir ! » s'indigne-t-il. Etant donné que la SADC n'a toujours pas réalisé les travaux convenus en 2022, les services de la Ville de Paris

DRÔLES DE ZIGS

□ BRIAN NICCOL, le nouveau pédégé de la chaîne de cafés américaine Starbucks, est très attaché à son domaine californien. Plutôt que de déménager à Seattle, 1 600 km plus au nord, où se situe le siège de l'entreprise, il a obtenu l'autorisation d'utiliser un jet du groupe pour effectuer le trajet. Ce qui, comme le précise « Le Figaro » (24/8), ne manque pas de faire grincer des dents, « à l'heure où [Starbucks] remplace ses pailles et gobelets en plastique par des équivalents en carton, mettant en avant son engagement écologique ».

Après la vaisselle jetable, le patron jet-able ?

□ RAMZAN KADYROV, le délicat dirigeant tchétchène proche de Poutine, s'est exhibé dans une vidéo postée sur sa chaîne Telegram au volant d'un Cybertruck, le dernier modèle tout en acier de la marque Tesla (« Le Monde », 25/8) : « Affirmant avoir reçu le véhicule « du respecté Elon Musk » (...), le général Kadyrov vante les prouesses de « cette bête, promise à une grande utilité pour [ses] soldats ». »

Outre que l'assertion est peu crédible – Kadyrov s'est vraisemblablement procuré son véhicule à Dubaï –, on lui souhaite bon courage pour trouver des bornes de recharge à proximité du front ukrainien...

QUE FAIRE CONTRE LE MPOX ?



□ LOGAN MOFFITT, un créateur de contenus canadien de 23 ans, a envahi le réseau TikTok avec ses vidéos de salades à base de concombre (Le HuffPost, 24/8). Ses vidéos ont suscité un tel engouement qu'il est surnommé « Cucumber Guy ». (« Monsieur Concombre »). « Les concombres sont vraiment accessibles, bon marché et sains », explique-t-il. Mais pas partout : l'Islande s'est retrouvée en pénurie de concombres, et les vidéos virales de Logan Moffitt sont fortement suspectées d'en être la cause.

TikTok, un réseau social de plus en plus encombrant...

□ PETER THIEL, cofondateur de PayPal avec Elon Musk et adepte du transhumanisme, voudrait lancer des JO « augmentés ». Comme le précise « L'Express » (22/8), « ces Jeux seront spéciaux en cela que le dopage, chimique, génétique ou mécanique, sera non seulement autorisé mais activement encouragé, afin de repousser les limites de la performance humaine ».

Et on les appellera les Jeux olympiques ?

David Fontaine

La fête à la merguez

LES FRANÇAIS en raffolent : n'en déplaît à Sandrine Rousseau, notre pays, qui aligne plus de 17 millions de barbecues, est le mieux équipé d'Europe derrière l'Allemagne. Un juteux business pour les vendeurs de merguez industrielles, dont 80 % des 120 000 tonnes grillées chaque année dans l'Hexagone sont fabriquées en usine.

L'occasion de décoriquer le contenu de la fameuse saucisse piquante. En 2015, la Direction générale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes (DGCCRF) avait tiré la sonnette d'alarme : « La DGCCRF s'emploie à maintenir une pression de contrôles constante sur ce secteur depuis des années, en raison du taux d'anomalies récurrent important. » L'année suivante, parmi 249 prélèvements effectués, deux merguez sur trois étaient en dehors des clous, avec des mélanges de viandes qui ne correspondaient pas à ce qui était indiqué sur l'étiquette et une flopée d'additifs interdits.

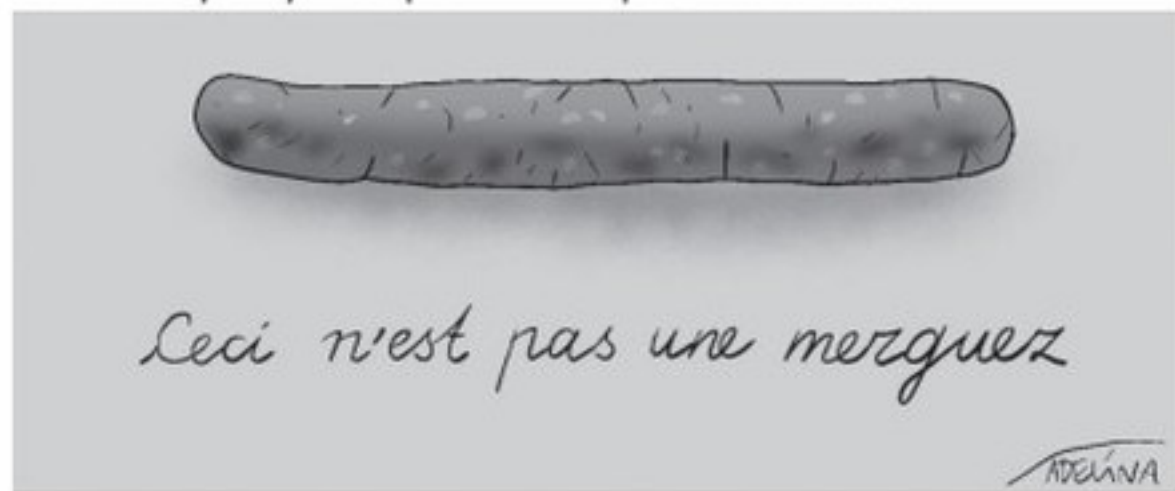
En 2017, rebelote. Sur 152 merguez analysées, 40,7 % étaient non conformes. Depuis cette date, on cherche en vain les résultats de nouveaux contrôles, y compris du côté du ministère de l'Agriculture,

désormais chargé de surveiller le contenu de nos assiettes. En 2018, pour remettre un peu d'ordre dans les arrières-cuisines, la fédération de la charcuterie avait poussé à la création d'un label « Véritable merguez » garantissant des saucisses « 100 % bœuf Label rouge » ou « brebis sélectionnée », assaisonnées d'épices et sans additifs.

Mais, pour les merguez standards, il faut avoir l'estomac bien accroché. Elles peuvent être touillées aussi bien avec du cochon, du cheval, du veau, de la chèvre, du mulet ou de l'âne. Un joyeux mélange de colorants, de conservateurs, d'arômes artificiels, bourré de sel, nappé de sirop de glucose, avec du gras de bœuf récupéré sur les carcasses (à condition de ne pas en mettre plus de 40 % dans la saucisse). Le tout emballé dans du boyau synthétique.

Une réglementation flagada qui permet de compacter le coût de revient à 15 centimes d'euro pièce, soit deux fois moins qu'une merguez artisanale. On comprend mieux les embêtantes trouvailles du magazine « 60 millions de consommateurs », qui, pour son numéro d'été (juillet-août), a analysé des merguez achetées en supermarché. Morceaux choisis : dans 25 % des saucisses se trouvait du mouton ou du porc non déclaré, ou encore des os et des cartilages à gogo, moins cher que la viande. Par exemple, une merguez fabriquée par Socopa, qui appartient au groupe Bigard, le numéro trois européen de la bidoche, recelait 30 % de collagène, la limite à ne pas dépasser étant de 25 %.

On nous prend décidément pour des saucisses...



Le Cinéma

Toubib

(Médecin des saints)

ANGEL siffle perpétuellement des airs de bande-son de cinéma. Dans sa voiture, dans les couloirs de la fac, dans les sous-sols de l'hôpital. On le découvre étudiant en médecine en première année. On le quitte, douze ans plus tard, médecin généraliste dans un centre de santé communautaire, à Marseille. Son grand frère, le réalisateur Antoine Page, l'a suivi et filmé sur toute cette durée : 350 heures de bandes, six mois de montage pour près de deux heures de ce touchant et captivant documentaire.

Le bac en poche, Angel commence le cursus. Il a en tête son père médecin, cette « icône » disparue lorsqu'il avait 11 ans. L'étudiant bosse comme une brute. « J'ai cru que j'allais devenir fou », commente-t-il devant la caméra fraternelle, à quelques jours des premiers exams. Il envisage déjà de se consacrer à la médecine générale. Ainsi va ce film intimiste, ne lâchant jamais l'étudiant, qui se mue en toubib. Une année Erasmus en Bulgarie, puis l'externat exténuant : médecine interne, gynécologie, orthopédie, médecine légale, maladies infectieuses, pneumo... Angel va reprendre son souffle pendant six mois comme berger dans une ferme, en Suisse.

Pour devenir médecin, il faut être une machine de guerre. Mais pour être un bon médecin ? Angel s'interroge tout le long du documentaire. Quel est donc le sens de ce métier, le plus beau de tous ? « La santé physique, ça marche. Il y a des hostos, c'est des



mégapôles techniques, il y a un matos pas possible. Ça, ça va, ça marche. Mais, si on voulait avoir une meilleure santé, c'est des politiques sociales qu'il faudrait. Les pauvres sont davantage malades, il n'y a pas de débat sur cette question. Il y a un cynisme parce qu'à la fois, ça se sait, à la fois, ça ne se dit pas. » Le docteur Page a définitivement intégré le Château en santé, à Marseille.

Sacré toubib, sacré docu !

Marine Babonneau

Les films qu'on peut voir cette semaine

Paradise Is Burning

Dans une banlieue suédoise, Laura, Mira et Steffi se débrouillent pour vivre sans l'aide de leur mère, toujours absente. L'aînée, Laura, la seule qui ait dépassé l'adolescence, est devenue experte en petits vols. Elle s'introduit dans les appartements d'inconnus et initie sa voisine adulte, fascinée, à cet art. Lorsque les services sociaux s'inquiètent de la situation des trois sœurs, ladite voisine accepte de jouer le rôle de la mère.

Le thème des enfants survivant en autarcie est fort à la mode dans le cinéma actuel. La version offerte par Mika Gustafson est cynique et tendre. Au centre : l'acquisition accélérée de la maturité par Steffi, la benjamine, jouée par l'impressionnante Safira Mossberg. - J.-F. J.

Félés

L'association L'Arc en ciel prend en charge des personnes souffrant de troubles psychiques, mais la maison qui l'accueille doit être vendue à un promoteur. Les adhérents se mobilisent pour conserver ce lieu où Pierre (Pierre Richard) et son ami médecin Daniel (Bernard Le Coq) développent une approche alternative de la santé mentale inspirée par le psychiatre François Tosquelles.

Le réalisateur Christophe Duthuron évite la bienveillance gnanngnan sur les sujets de la solidarité et de l'accompagnement vers l'autonomie en livrant un film drôle et néanmoins profond. - L. G.

La Belle Affaire

À l'été 1990, en RDA, trois mois avant la réunification, une bande de copains s'introduit dans le fort où viennent d'être stockés les marks est-

allemands retirés de la circulation. Apprenant que la monnaie reste échangeable trois jours encore pour les citoyens ouest-allemands, ils s'organisent avec les voisins du quartier pour commander massivement de l'électroménager.

Une sorte de marché noir à l'envers, une sympathique contre-utopie au sein de l'utopie déchu du communisme... Brodant sur des faits réels, l'actrice de « Moi, Christiane F. » (1981) Natja Brunckhorst construit une comédie bon enfant qui vaut surtout par ses acteurs, de l'excellente Sandra Hüller, dans un triangle amoureux, à Martin Brambach, en employé désabusé. - D. F.



Les films qu'on peut voir à la rigueur

La Prisonnière de Bordeaux

Au parloir, deux femmes de détenu se rencontrent : la banlieusarde et la bourgeoise. Mina, qui galère, habitant à 400 km, et Alma, la Bordelaise esseulée, qui décide d'accueillir dans sa vaste demeure sa nouvelle amie avec ses enfants...

Une amitié féminine « improbable », et ses ambiguïtés, tel est le sujet en demi-teinte de ce film peu réaliste reposant sur le duo formé par Hafsa Herzi et Isabelle Huppert. « Je n'avais jamais tourné de film aussi ténu, psychologique et féminin », reconnaît Patricia Mazuy. Ceux qu'elle a réalisés jusqu'ici étaient autrement plus marquants, de son coup de maître « Peaux de vaches » (1989) au film noir choc « Bowling Saturne » (2022). - D. F.

Septembre sans attendre

Ils ne souhaitent qu'une chose : se séparer. Ale et Alex préviennent tous leurs amis, incroyables ou consternés, ajoutant qu'ils vont organiser une fête à cette occasion, sur une idée de son père à elle...

Cette comédie du démarriage, sur le modèle des comédies du remariage, n'a pas le charme d'« Eva en août » (2019) ni la légèreté de « Venez voir » (2022), les deux précédents films où Jonas Trueba faisait déjà jouer sa compagne, Itsaso Arana, face à Vito Sanz. La comédie est poussive, et le procédé rebattu du film dans le film n'ajoute rien. Pourtant, l'idée d'une fête de séparation est distrayante, d'autant qu'elle provient d'une réflexion du père du réalisateur, le cinéaste Fernando Trueba. Lequel apparaît du coup dans son propre rôle à l'écran, avec grâce. - D. F.

Lettres ou pas Lettres

Ne réveillez pas l'enfant qui rêve

Allô, la Terre ? Avec « Dors ton sommeil de brute », Carole Martinez en appelle aux vertus curatives du songe.

EVA est neurologue, spécialiste du sommeil. Elle a quitté Paris sans laisser d'adresse, emmenant sa petite Lucie, 8 ans, avec elle. Il le fallait : Pierre, le père, se montrait violent. Où sont-elles maintenant ? Dans un trou perdu de Camargue, une « cabane sans télé, sans réseau, sans rideaux », un lieu où penser ses plaies et reprendre son souffle. « Je redécouvrais les choses de la vie à travers les yeux de ma fille. »

Le répit, cependant, est de courte durée. Un soir, sans raison, l'enfant se met à hurler – et pas qu'un peu. « Son cri a déchiré mes tympans et la nuit. Il ne venait pas seulement de sa gorge, il jaillissait de tout son corps soudain raidi. » Un cauchemar ? Non, c'est bien plus sérieux. Car, au même moment à travers le monde, des millions de marmots pareillement vocifèrent. « Le Cri se propage d'est en ouest à la vitesse de la rotation terrestre et touche la planète entière. » Et puis stop.

Très vite, une quantité de « médecins, psychiatres, physiciens, prêtres, rabbins, imams (...) se bousculent pour commenter l'événement. » Mais personne n'est en



mesure de fournir une explication satisfaisante, et ce phénomène se révèle le premier d'une éprouvante série. Bientôt, les gamins, somnambules, se jettent dans les lacs et les fleuves. « Nous nous enfonçons dans le ventre de notre mère, dans son ventre de boue, nous nous enlisons dans son amour trop serré qui exige. »

Les rêves des petits n'annoncent pas seulement le pire : ils l'engendrent, et un funeste compte à rebours s'enclenche. S'ensuivent des nuages de moustiques, une panthère intolérable, une tempête de grêle, des nuées de criquets...

La fin du monde ? Ce ne serait pas si étonnant, conjecture un témoin ; l'humain a fait son temps, et « les enfants sentent ces choses-là ».

Partout, les prophètes de malheur se réveillent, les fanatiques conspirent – la panique est générale. Dans sa détresse (et parce qu'elle commence à se demander si sa propre fille ne serait pas le « Porte-rêve », l'enfant zéro à l'origine de tous ces événements), Eva se résout à appeler un homme à l'aide. Voici Serge, un « géant roux et barbu » qui crêche à trente minutes de chez elles – un esquinat grand format

qui ne sait plus dire « je » mais qui, miraculeusement, paraît renaitre à leur contact. Saura-t-il les protéger de la colère du monde ? Les aider à y répondre ?

« Ce temps, où nous étions, était un temps révolu, perdu, détruit. » Thriller forcené, méditation panthéiste, histoire d'amours contrariées (une mère et sa fille, une femme et un homme, la Terre et ses rejetons)... C'est avec beaucoup de métier que Carole Martinez, dont « Le Cœur cousu », en 2007, avait récolté une jolie moisson de prix, mêle l'intime à l'universel et guide sa barque sur les eaux sombres de l'apocalypse annoncée. Bonjour tristesse ? Pas tant que ça. Né des angoisses de l'insomnie durant la pandémie de Covid, son roman se révèle en fine un conte pour adultes étrangement rassurant.

Des oies gagnent un « bleu crépusculaire », un regard se perd dans l'infini, mais l'espoir, cet incurable têtu, demeure : la jeunesse n'a peut-être pas dit son dernier mot.

Fabrice Colin

● Gallimard, 400 p., 22 €.

La méthode à Mimile

La Vie meilleure d'Etienne Kern

ON IMAGINE le scepticisme de l'éditeur : « Un livre sur la méthode Coué ? Pour la rentrée littéraire ? Vous n'auriez pas plus chic : Freud, Jung, Lacan ? » Emile Coué (1857-1926), pharmacien officiant à Troyes, vendeur de cataplasmes et d'eau d'arquebussade, constata très tôt la puissance de l'effet placebo (« Avant le remède, il y a le désir de remède et le besoin de croire »).

Appelé un jour au chevet d'Annette, une fillette victime d'une hémorragie cérébrale, il lui fait répéter : « Je vais guérir tout à fait, je vais retrouver l'usage de ma jambe, de mon bras, de ma main dans un an. » Victoire ! La gamine marche, dessine. En ces années 1900, à Nancy, où Coué s'installe, Bernheim et Liébeault, deux sommités admirées par Freud, pratiquent l'hypnose, c'est-à-dire la suggestion. Coué y ajoute quatre petites lettres pour arriver à l'« autosuggestion ». Répétons-nous : « Tous les jours, à tout point de vue, je vais de mieux en mieux. » Charlatanesque ? Le pharmacien « au bon visage rose, rond et barbichu » n'accepte aucun argent. Dans sa cour, sous un hangar, les gens affluent. Mais bientôt l'hypnose passe de mode. Echecs, doutes, découragements : Coué n'a

plus qu'à s'appliquer sa propre méthode.

Etienne Kern suit pas à pas, affectueusement, ce « professeur d'optimisme » qui promet une vie meilleure, sans projet politique ou religieux, qui ne dissuade personne de consulter la Faculté. « Il parle, c'est tout. » Et s'exclame : « Ce n'est pas nous qui guérissons, c'est la confiance qu'on nous accorde. » Il rédige son discours de la méthode : « Ayez la certitude d'obtenir ce que vous cherchez et vous l'obtiendrez. Vous n'êtes pas des malades, vous êtes mes amis. » Rien à voir avec du volontarisme. Car « vouloir faire, c'est échouer (...). Plus on veut dormir et moins on dort. » Le problème, c'est l'imagination : « Quand la volonté et l'imagination sont en lutte, c'est toujours l'imagination qui l'emporte, sans aucune exception. » Bonne nouvelle : « L'imagination peut être conduite. » Avec doigté : « Le cerveau ignore les négations. Répétez « Je n'ai pas peur » et seul « peur » restera. »

Dans les années 1910, enfin, ses conférences font salle comble. L'Angleterre, les Etats-Unis répètent avec lui : « Every day, in every way, I'm getting better and better. » Un siècle plus tard, un candidat à la Maison-Blanche traduira à sa façon : « Yes we can. »

Frédéric Pagès

● Gallimard, 192 p., 19,50 €.

SPACE X RAPATRIERA LES SPATIONAUTES BLOQUÉS DANS L'ESPACE EN FÉVRIER 2025



La boucherie est ouverte

Mission Damas de David McCloskey

IL N'EST PAS nécessaire d'être un expert de la révolution syrienne avortée et de la machine de mort organisée par Bachar el-Assad pour se laisser happer par ce premier thriller écrit par un ancien analyste de la CIA.

Le sport de prédilection de Sam Joseph est de recruter des agents pour le compte de l'organisation américaine. Ou de les retourner. Un chouette métier, qu'il résume ainsi : « C'est surtout un boulot de poubelles et de chats crevés. » Sam a pour mission d'enrôler une haute fonctionnaire damascène au sein du pouvoir : Mariam Haddad.

Elle est chrétienne, magnétique et super balèze en krav maga, une méthode d'autodéfense mise au point par les forces spéciales israéliennes. Le récit nous conduit sous les dorures du palais du fils de Hafez. Derrière les tentures de velours, on reste, chez les Assad, boucher de père en fils. Mariam sera la taupe qui servira à éliminer les deux officiers de la garde républicaine proches de Bachar.

Mais voici Sam Joseph chargé, avec sa collègue Val

Owens, d'exfiltrer un scientifique syrien vers les Etats-Unis. Les moukhabarat – le nom donné aux services de renseignement – les ont « logés ». Lors de l'assaut de leur planque, Sam Joseph réussit à s'échapper. Pas Val, assassinée par le chef de la police secrète.

Les affreux ne manquent décidément pas, dans ce polar remarquablement ficelé, fiction historique chevauchant les années 2011 et 2012. On y retrouve les lâchetés de l'administration Obama au moment de l'attaque au gaz sarin du régime contre des rebelles de plus en plus djihadistes. Mais aussi une charge contre la CIA. Capable d'éliminer « des terroristes dans les cols des montagnes les plus reculées », celle-ci a du mal, parfois, « à se procurer une agrafeuse ».

Celle qui nous a vraiment agrafés, c'est l'impayable chef de station de Damas, Artemis Aphrodite Procter, la reine du fusil à pompe. Annoncée comme la protagoniste du prochain bouquin de McCloskey. Eloignez les enfants !

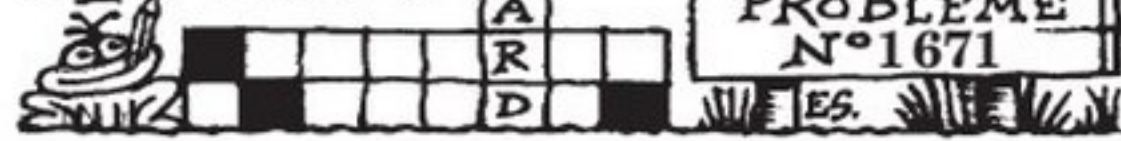
Jean-Louis Le Touzet

● Verso, 552 p., 22,90 €.

CANNABIS : L'ALLEMAGNE AUTORISE LA CONDUITE JUSQU'À UN CERTAIN TAUX DE THC



MOTS CROISÉS



1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Le premier pacs pour l'humanité (en trois mots). - II. Klein deuil. A gauche pour faire labour. - III. Relent d'orge laisse. Plongé dans l'apparis hier. - IV. Mer qu'entoure. Jean marque héros*. - V. Là, palissades. Rapport au disque, il en connaît un rayon.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1670

HORIZONTALEMENT
I. BULLETINS. - II. FACULTE. - III. FRIVOLE. - IV. FE. EBATTU. - V. AVENU. SUR. - VI. LESTES. AI. - VII. OLT. SURIT. - VIII. BEER. DOTA. - IX. IRRITES. - X. LA. TESTER. - XI. LIBERTINE.

ADN
● Définitions transmises par * Mireille Lambret, ** Bernard Héron et *** Christophe Mounier.

VERTICALEMENT
1. BUFFALO BILL. - 2. REVELERAI. - 3. LFI. ESTER. - 4. LAVENT. RITE. - 5. ECOBUES. TER. - 6. TULA. SUD-EST. - 7. ILET. ROSTI. - 8. NT. TUAIT. EN. - 9. SECURITAIRE.

La Fortune de Poutine par Yvonnick Denoël et Gildas Java

MAIS OUI, Poutine peut faire rire ! L'ours qui voulait dévorer l'Ukraine se fait croquer tout cru dans une BD féroce qui enquête sur sa fortune colossale. Le « nouveau tsar » de la Grande Russie est un des plus grands mafieux de l'Histoire. Champion de la prédation, de la corruption et de la commission obligatoire, l'ancienne petite frappe de Saint-Petersbourg a réussi, avec ses ex-collègues du KGB et du FSB, le hold-up du siècle, captant les richesses d'un ex-empire soviétique où tout pouvait s'acheter, pouvoir compris.

Quatre décennies racontées comme un film noir, de cases en strips glauques où la drôlerie cohabite avec la brutalité,

à la manière de Martin Scorsese ou de Brian De Palma, avec des ambiances à la Will Eisner, imaginées par le scénariste Yvonnick Denoël et le dessinateur Gildas Java.

Nanti d'un trésor personnel estimé à 240 milliards de dollars – plus fort, mais plus opaque, que Musk ou Arnault – Vladimir Vladimirovitch impose sa loi, sa famille, ses amis, ses maîtresses, à coups de « kompromat » – ces compromissions avec l'aide de prostituées maison si nécessaire – et de règlements de comptes pour éliminer tous ceux, opposants ou oligarques, qui se mettent en travers de son chemin.

O. P.

● Nouveau Monde, 128 p. (avec dossier documentaire), 22,90 €.

La Bonne Nouvelle de Jean-Baptiste de Froment

HERMINE DE LARMENCOUR, sémillante châtelaine dans l'Allier, vient d'enterrer son mari, « M. Paul de Larmencour, un monsieur très comme il faut ». Seulement, trois jours plus tard, coup de théâtre : le défunt, à ce qu'il paraît, a ressuscité. Franchement, au XXI^e siècle, ça surprend, d'autant que l'intéressé « était, comment dire ? bien trop terrestre, pour revenir ainsi, tout auréolé, d'entre les morts ». N'empêche, « deux mille ans après, Dieu a remis le couvert », ou ça y ressemble.

Très vite, « pas un jour, ou presque, sans qu'on ne signale la présence de Paul à tel ou tel endroit

du département », provoquant émoi, sidération et enthousiasme : les « resurrectionnistes », venus parfois de loin, se ruent sur les lieux du miracle. « Doligny, il y a quelques semaines encore, c'était le désert et la désolation. Aujourd'hui, c'est Lourdes. » « Un peu comme pour les champignons, on s'échange, sous le manteau, les « bons coins » où le trouver à coup sûr. » Les médias s'emparent de l'affaire, le Vatican envoie un émissaire, lui-même plutôt intrigant. Mais, grand Dieu, y a-t-il vraiment miracle ou mystification ? Enfin, au bout du compte, alléluia, la clé de l'énigme est une révélation !

N. P.

● Editions Anne Carrière, 250 p., 20 €.

● APRÈS l'échec de Laurent Ruquier, c'est le séminarier Eric Brunet qui va donc animer la tranche 20 heures-22 heures sur BFMTV, dans une émission sobrement baptisée « Liberté, Égalité, Brunet ». Fraîchement débouché de LCI, l'animateur un brin droitier annonce un sacré casting de chroniqueurs pour concurrencer son nouvel et encore plus droitier adversaire, Pascal Praud, diffusé à la même heure sur CNews : l'éclairante Marlène Schiappa, les sachants Yves Thérard et Charles Consigny, sans oublier le revenant Jean-François Achilli, viré de Radio France à force de murmurer à l'oreille de Bardella. Brunet vient de le déclarer gravement (« Le Parisien », 26/8) : « On veut éviter les gens qui prodiguent de l'opinion sans faits. »

Pour l'opinion, on peut lui faire confiance ; pour les faits, on attend de voir !

● AMÉLIE OUDÉA-CASTÉRA a trouvé une oreille attentive au « JDD » (25/8) pour ses lamentations olympiques contre les médias qui ont été méchants avec elle, à commencer par ceux du service public. La ministre des Sports démissionnaire tire sur « C à Vous », au motif que le mag de France 5 l'aurait « moquée » sur les réseaux pour son interprétation de « Djadja », d'Aya Nakamura. « La Tribune Dimanche », elle, est coupable d'avoir relayé un confidentiel « non vérifié » et peu amène. Mais la médaille de l'outrage revient à « Quels Jeux ! », de France 2, accusée de l'avoir « invisibilisée » (sic) en ne l'invitant pas alors qu'Hidalgo, elle, a été « reçue en majesté », s'étrangle le « JDD ».

On a les avocats qu'on veut.

● AVIS à la population : les « Editions 150 euros » cherchent un reprenneur ! La maison qui édite l'hebdo gratuit et le site « 150euros.fr », malgré ses 8,3 millions d'abonnés et ses 2,3 millions d'euros de chiffre d'affaires revendiqués, est en redressement judiciaire. Grenier à pubs et à promotions qui promet « 150 euros » d'économie à chaque nouveau lecteur, le magazine met encore la gomme pour la rentrée : « Moins 50 % » sur le « 2^e pot de Nutella » de 825 grammes en couverture du numéro du 27 août ; « 30 % d'économie » sur les 20 binouzes Heineken dans le numéro de la semaine précédente (20/8) ! L'audience se tiendra le 7 octobre au tribunal de commerce de Marseille, pour les candidats à une éventuelle reprise.

Pour 149 euros ?

Le Canard enchainé
01.42.60.31.36
redaction@lecanardenchaine.fr
173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaine.fr

SAS Les Editions Maréchal-
Le Canard enchainé
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)

Président,
directeur de la publication :
Erik EMPYAZ.

Administrateur délégué :
Hervé LIFFRAN.

Principaux associés :
Erik EMPYAZ, Hervé LIFFRAN,
Jean-François JULIARD,
Odile BENYAHIA-KOUIDER,
Jean-Michel THENARD
et des salariés du journal.

Directeur de la rédaction :
Jean-François JULIARD.

Rédacteur en chef :
Jean-Michel THENARD.

Fondateurs :
Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs :
R. TRÉNO, André RIBAUD,
Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.

Impression : P.O.P., Paris - Midi Print,
Gallargues, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : France Messagerie.

N° CPPAP : 0128 C 82612 - ISSN 0008-5405

Les manuscrits et documents
non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements
01.42.60.75.16
abonnements@lecanardenchaine.com

Sur notre site :
www.lecanardenchaine.fr

Par courrier :
45, avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex

FRANCE MÉTROPOLITAINE 1 AN

- Formule papier 68 €
- Formule numérique* 58 €
- Formule papier + numérique* 84 €
- Formule intégrale* 106 €

*Édition numérique disponible dès le mardi 21 h.

POUR LES AUTRES PAYS
Nous consulter ou rubrique FAQ sur notre site



La Boîte aux Images

De fil blanc

LE 11 MAI, à Paris, plus de 500 militants d'extrême droite défilaient en hommage à l'un des leurs, décédé accidentellement en 1994 lors d'une manifestation interdite.

Cette fois, aucune interdiction. La Préfecture s'était opposée à cette marche, mais la justice a suspendu la mesure, estimant qu'elle portait gravement atteinte à la liberté de manifester.

Ainsi, donc, comme à l'époque d'Ordre nouveau, des militants du GUD et des nationalistes-révolutionnaires cagoules ont paré dans les rues, avec des drapeaux noirs frappés de la croix celtique, aux cris de : « Europe, jeunesse, révolution ! »

Au-delà de ce prétexte mémoriel, les différentes factions brunes s'étaient retrouvées sur un même mot d'ordre : « Non au grand remplacement. »

“White Power”

Bien avant que l'écrivain Jean Raspail ne prédise à la France une « submersion migratoire », que le militant Renaud Camus ne dépoussièrât le concept et que Jean-Marie Le Pen ne le reprenne à son compte dans ses Mémoires, la théorie du « grand remplacement » existait déjà en Europe. Dès la fin du XIX^e siècle, l'extrême droite prônait une vision raciale de la nation. L'ennemi redouté n'était pas encore le réfugié ou le migrant mais le Juif et l'Arménien. Ces « ennemis » qui, selon eux, menaçaient la pureté de la race. Après la Shoah, l'antisémitisme frontal des extrémistes européens a été plus compliqué à assumer. Même si, dans cette enquête très fouillée, quelques néonazis allemands, aujourd'hui repentis, expliquent qu'eux et leurs

anciens complices estiment toujours et encore que « le Juif est l'ennemi, le pouvoir ultime, le mal absolu ».

C'est aux Etats-Unis, dans les années 60, que le suprémacisme blanc a repris des couleurs. Pas contre les Juifs, cette fois, même si cette haine ne dort jamais, mais contre les Afro-Américains. Face au « pouvoir noir » de Malcolm X s'est réveillé le « pouvoir blanc ». Qui n'avait pas eu besoin de Martin Luther King pour passer à l'offensive, le Ku Klux Klan dénonçant la « victimisation des Blancs » depuis 1866.

En Allemagne, délaissant son obsession antijuive, la droite radicale s'est donc penchée sur le « grand remplacement » nouvelle formule, à l'image de mouvements frères d'autres contrées, telles la Flandre et la France – les sujets de ce film –, où il est difficile de tracer une frontière nette entre l'extrême droite électorale, syndicale et les ratonneurs d'immigrés.

En France, par exemple, des identitaires ont protégé un meeting d'Eric Zemmour à Villepinte, et d'anciens goudards posaient avec Le Pen fille pour la photo.

Il faut dire qu'un mot d'ordre fédérateur à uni leurs bannières dans toutes les langues : la « remigration », qu'ils estiment être la réponse au « grand remplacement ». Pour l'écosystème quasi familial que représentent les droites extrêmes européennes, il s'agit d'une guerre de civilisation. Elle doit « faire de l'Europe une forteresse », comme le professe un leader du parti Alternative pour l'Allemagne (AfD). Et mener à l'expulsion, sous la contrainte, des étrangers légaux et illégaux sur des bases ethniques, culturelles et religieuses.

Sorj Chalandon

- « White Power – Au cœur de l'extrême droite », de Christophe Cotteret, le 3/9 à 22h50 sur Arte.

A travers la Presse déchainée

En dette à tête

Dans « Ouest France » (23/8), au sujet d'un couple retrouvé mort dans sa maison : « L'hypothèque d'une mort naturelle est privilégiée. »

A-t-on envisagé l'hypothèse d'une partie de Monopoly qui aurait mal tourné ?

Les pas ronds de la drogue

Sur le site de Sud Radio (19/8) : « L'économie du trafic de drogue a devenu mondialisée (sic), avec des réseaux qui envoient des hémisphères à l'autre bout de la planète. »

Ces émissaires sont vraiment décérébrés.

Sur l'album de la Comtesse

MACRON DESTITUÉ, CURIEUX PROPOS !

Macron, qui prétend ne pas brailier en bossant pendant dix heures de façon incessante sans tenir de propos flous sur ses travaux, panique trop : « Marine n'est pas dupe ! » Elle veut qu'il se démette sans tarder. Mais il trouve des groupies jusqu'au centre et rêve de gauches, quel culot ! Prendra-t-il en main les fousles ?

● **LECTEURS :** « La menace de destitution, c'est un coup de pro ! Macron empêché d'un mal à trier. » – « Ce bébé tête l'eau de Loches. » – « L'étendard sanglant des gros modernes. » – « Confessions dans la presse, qui évoque trop la piste des racines. » – « Sacré colon, Denard ! » – « Bouchons pour l'été. » L'été sans pêcher ?

● **LU :** « Cette piaule est pleine de morgon. » – « Messes et fables avec plein de rustres dans les choristes. » – « Que fait ce gros géant sous l'averse ? » – « Lyon fiché, Nantes pleine de feu et Troyes dans la jungle. » – « Des durs parmi les canuts. » – « Les durs luttent, c'est bon contre les termites. » – « Bordures à sceller. »

T'auras du lolo

Sur le site de « La Tribune » (23/8) : « Alimentation : le Français Laurent Freixe prend les reines du géant Nestlé. »

Prendre les rênes d'une telle multinationale, n'est-ce pas un peu trône pour un seul homme ?

Rue des Petites Pâtes

Relevé dans « Le Journal du dimanche » (18/8) :

« Centième anniversaire de la mort de Raymond Barre, Premier ministre français de 1976 à 1981. »

On comprend mieux pourquoi il avait décidé, en 1976, d'augmenter l'impôt sur le revenant !

Ramassé dans « Le Dauphiné libéré » (17/8) :

« Le véhicule était en circulation quand il a été percuté par un rocher, où deux personnes étaient à bord. »

C'était sans doute une Rock-Royce.

Cueilli dans « Ouest France » (19/8) :

« Le dirigeant tchétchène Kadyrov affirme avoir reçu un cadeau d'Elon Musk, le milliardaire dément. »

Etait-il bien nécessaire de le préciser ?

Piqué dans « L'Yonne républicaine » (16/8) :

« La Maison Marc vient d'intégrer la boutique officielle du palais présidentiel. Pleine saison pour le cornichon de l'Élysée. »

Pour Macron, ça tourne de plus en plus au vinaigre.

Prises de Bec

Jean-Luc Mélenchon

Retors de bâton

Le patron de La France insoumise voudrait entrer dans l'Histoire. Ses adversaires, et plus d'un de ses alliés, préféreraient le voir éjecté du jeu.

IL PARAÎT que la dernière sortie de l'eurodéputé et fondateur de Place publique, Raphaël Glucksmann, en date du 20 août, a bien fait marrer Jean-Luc Mélenchon. « Jupiter et Robespierre, c'est fini ! » Elle est bien bonne, ce n'est pas ce gandin qui va le marginaliser, lui qui fait de la politique depuis... 1969, à l'Unef. Des années chez les lambertistes, les plus paranos des trotskistes, à vivre sous pseudo, accepter la violence, observer les purges, anticiper celles qui suivront, ça vous forme un bonhomme. « Tourner la page Corbyn », a ajouté le jeune insolent, allusion transparente au vieux leader britannique proche de Mélenchon, viré du Parti travailliste pour sa radicalité et sa complaisance envers l'antisémitisme. « Glucksmann n'a pas compris la différence de fond entre les deux hommes : Corbyn a hérité du Parti travailliste, un parti avec des statuts, des votes, un collectif, bref un parti normal. Mélenchon a précisément fondé le sien pour n'avoir de comptes à rendre à personne. A LFI, l'appareil, c'est lui, la ligne, c'est lui. Il est le guide suprême, il est inviolable », s'amuse un vieux parlementaire socialiste.

Il est donc bien là, et c'est autour de sa récente proposi-

tion, celle d'un soutien sans participation de LFI à un gouvernement Castets de gauche, qu'ont tourné les échanges de ces derniers jours.

Rêve d'OPA sur la gauche

« C'était assez malin, il faut le reconnaître. Car Mélenchon a démontré que, contrairement à ce qu'on lui reproche, il fait passer les intérêts de la gauche avant les siens. Et, désormais, il devient clair qu'il n'était qu'un prétexte, que ce n'était pas LFI le problème, mais la gauche et son programme, dont le Président ne veut pas », assure Jean-Christophe Cambadélis, ancien patron du PS et ancien lambertiste lui-même. Chez les trotskistes, on appelle ça « fixer le terrain », c'est-à-dire imposer ses vues, ses analyses et ses discours. La gauche tout entière applaudit l'astucieuse manip. Elle s'était déjà laissée imposer la thématique de la guerre à Gaza lors des élections européennes. « Mélenchon n'a jamais renoncé à



son envie d'OPA sur toute la gauche, qu'il pense dominer intellectuellement de la tête et des épaules », rappelle un socialiste déplorant que son parti n'ait « pas assez travaillé ».

Mélenchon est toujours en mouvement. Soucieux d'être nommé Premier ministre après les élections législatives, il feint de se faire faiseur de rois ensuite en appuyant la candidature de Lucie Castets, puis remâche son amertume pendant l'été. « Il faut savoir que Jean-Luc est obnubilé par la trace qu'il va laisser. Sa nomination comme Premier ministre et sa probable chute dans la foulée, renversé par les fascistes, l'auraient fait, pense-t-il, entrer dans l'Histoire, comme Allende. Il a peu goûté cette occasion manquée », raconte un compagnon de route de l'époque du Parti de gauche.

Le Mélenchon du moment a changé de tactique : le voilà tout sourire, fort courtois avec la presse pour la rentrée politique des Insoumis en Isère. Le premier à condamner l'attaque contre la synagogue de La Grande-Motte, tout en évi-

tant de parler des Juifs pour ménager les banlieues, qui, présume-t-il, l'amèneront au second tour en 2027. Après avoir sous-estimé le risque de marginalisation politique que lui faisaient courir ses ambiguïtés vis-à-vis de l'antisémitisme et les nauséabonds dérapages de certains de ses parlementaires, il a pris conscience du danger. Il peut godailler autant qu'il le souhaite : il n'y a pas de bureau national à convaincre ou à consulter à LFI, Mélenchon peut dire ce qu'il veut.

Démocrate mon œil

Ses opposants, il les a liquidés en leur balançant dans les pattes des petits jeunes qui lui doivent tout, trop fastoche. Tous ces nazes qui ne lisent plus rien, ils avaient oublié l'histoire de Mao et des gardes rouges, ces gamins fanatiquement dévoués au chef qui ont dézingué les cadres et les vieux barons du parti devenus gênants. C'est loin, la Révolution culturelle, mais pas pour lui. Il reste, bien sûr, François Ruffin, qui a souhaité et officialisé la rupture, et le traite de « boulet ». Mais Ruffin n'a qu'un microparti et pâtit, à gauche, de ses nombreuses hésitations.

Le seul à relever le gant, c'est Glucksmann, qui voit la social-démocratie au second tour en 2027. « La gauche doit devenir adulte, en apprenant l'humilité et en devenant réellement démocrate », assène-t-il. L'humilité, avec Mélenchon, il n'y faut pas songer. La démocratie ? Quelle rigolade, il n'a jamais trouvé le temps de faire une phrase condamnant, ne serait-ce que vaguement, la révolution bolivarienne, qui a plongé le Venezuela dans la violence et la misère. Mélenchon, l'obsédé du pouvoir, a réussi, selon l'expression de Brel, à « être vieux sans être adulte », et ça ne lui fait sûrement ni chaud ni froid.

Anne-Sophie Mercier



ALLEGRO CANARDO

La Huchette à pleins jazz !

(Do, ré, Milanta)

ET LES CLUBS de jazz, alors ? Avec la frénésie des festivals d'été, on en oublierait presque que, les vrais terrains de jeu des jazzmans, ce sont les clubs. A Paris, il y a les incontournables Sunset-Sunside, Duc des Lombards, Baiser salé... Et, bien sûr, le Caveau de la Huchette, dont Cabu, grand amoureux de jazz, était un habitué.

Depuis que l'enseigne rouge vif de la Huchette a brillé dans le film « La La Land », une longue file

d'attente s'étire chaque soir, même le dimanche. Des jeunes venus des quatre coins du monde ! Un soir d'août, Phi-



Top cheffes

LE PAUVRE Hector Berlioz doit se retourner dans sa tombe, lui qui avait composé, en 1846, un flamboyant « Chant des chemins de fer » : il n'y a plus de gare à La Côte-Saint-André (Isère), sa ville natale – merci, Laurent Wauquiez, qui préférerait faire ripailler plutôt que de développer la culture et les transports dans sa région ! Pour rejoindre le Festival Berlioz, qui s'y tient chaque fin d'été, restent de rares bus, ou le stop. La vie de mélomane n'est pas de tout repos...

A l'arrivée, on est accueilli sous la halle historique par d'effrayantes trompes de chasse. Ne pas se laisser intimider : il reste quelques marches à gravir pour atteindre la cour du château, où nous attend le Paris Mozart Orchestra (PMO). A sa tête se succèdent des lauréates du concours La Maestra, seule compétition réservée aux femmes cheffes d'orchestre, créée par Claire Gibault, la directrice musicale du PMO. Voir et entendre différents

styles de direction au cours du même concert se révèle une expérience passionnante. Dans les « Danses hongroises », de Brahms, l'Allemande Katharina Morin, à la gestique souple et sensible, parvient dès le premier accord à faire sonner l'orchestre, contrairement à l'Ukrainienne Olha Dondyk, encore trop neutre. Mais c'est l'Israélienne Bar Avni qui fait sensation. Son interprétation de la symphonie n° 8, l'Inachevée, de Schubert, comme toute solennité pour mieux mettre en valeur la localité des mélodies et le dramatisme des contrastes dynamiques. Et en faire une fantastique symphonie !

Après les nombreuses affaires qui ont éclaboussé des chefs d'orchestre ces dernières années, on ne peut que se réjouir de voir davantage de femmes à la baguette. Maestro, c'est trop, vive les maestras !

Norbert van Kanarajan

● A La Côte-Saint-André, jusqu'au 1/9.

lippe Milanta est à l'affiche. Ce pianiste hors pair, fou d'Erroll Garner et de Count Basie, est aussi un fin connaisseur de Duke Ellington et fait partie du Duke Orchestra, le big band le plus ellingtonien d'Europe.

Flanqué d'Esaié Cid au saxophone alto, de Moïra Batz à la contrebasse et de Germain Cornet à la batterie, il fait swinguer aussi bien les mélodies que les spectateurs. Depuis que Dany Doriz, vibraphoniste de renom, a pris les rênes du club, en 1970, le jazz n'est pas une simple musique, ici, c'est une invitation à la danse. Sous les voûtes de la cave bondée, les zazous jouent des coudes, mais peu importe ! Le rythme est là, impossible de rester en place.

Le blues coule dans les veines des quatre musiciens, et ça s'entend. Leur maîtrise de la tradition est telle qu'ils la saisissent et la réinventent avec un naturel déconcertant.

Milanta, en particulier. Son toucher est exceptionnel, et son jeu, pétillant et espiègle, ne cesse de nous surprendre, toujours prêt à nous emmener là où on ne l'attendait pas.

Que le quartette revisite des standards (« Willow Weep For Me ») ou des compositions du duo Ellington-Strayhorn (« Isfahan »), qu'il exhume des trésors des années 20 (« My Blue Heaven ») ou du be-bop (« Blue n' Boogie », de Dizzy Gillespie), c'est du jazz qui éclate de joie, donne envie de sourire, de taper des mains et des pieds, de secouer la tête et de danser toute la nuit. Reviens, Cabu, à la Huchette, ça swiiiiiiiiingue !

Mathieu Perez

● Au Caveau de la Huchette, à Paris, le 28/8. A ne pas rater, en septembre : David Sauzay le 15, Dany Doriz et Michel Pastre le 17, Olivier Franc les 25 et 26.

Philippe Milanta se produira avec le Duke Orchestra à Jazz aux Champs-Élysées, à Saint-Quentin (Aisne), le 15/9.





Le Canard enchaîné



Directeur : Erik EMPTAZ.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.



Plus le 6 octobre, date de l'élection présidentielle en Tunisie, approche, moins il est permis de douter que Kais Saïed se succèdera à lui-même. Il a fait le ménage un peu partout : dans l'opposition, où « au moins huit candidats potentiels ont été poursuivis en justice, condamnés ou emprisonnés », selon l'ONG Human Rights Watch (20/8), et dans son propre camp, après avoir viré son Premier ministre le 8 août et annoncé le remplacement de 19 autres le 25 août.

Le pays étant en proie à une grave crise économique, il fallait bien trouver des coupables... Kais Saïed a déjà son slogan pour l'élection à venir : « Moins d'autocratie, plus d'autocratie » !

Si COCA-COLA n'a jamais livré les secrets de sa recette, Agir pour l'environnement en a dévoilé quelques éléments indésirables dans une étude dont les résultats ont été publiés le 22 août. Deux laboratoires spécialisés auxquels l'ONG a fait appel ont identifié « des dizaines de fragments de six sortes de plastiques » dans des bouteilles de Coca-Cola et de Schweppes ; parmi eux, du polychlorure de vinyle (PVC), qui n'a rien à y faire, comme le précise Stephen Kerekhove, le directeur de l'association, à « Libé » (22/8) : « Les fabricants de cette boisson ont signé en 2019 le pacte national sur les emballages plastiques, qui entend réduire au maximum le recours à ce polychlorure. »

Oui, mais le sucre assaini de plastique, c'est tellement bon...

AFGHANISTAN : LES FEMMES INTERDITES DE CHANT



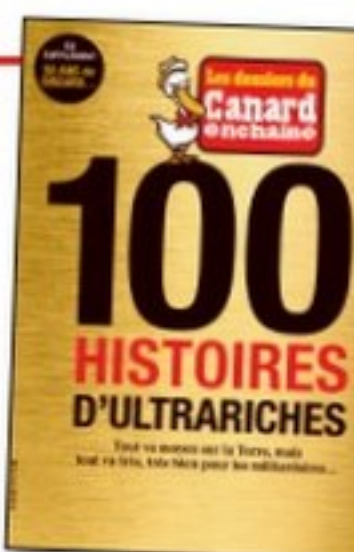
L'EX-PRÉSIDENT argentin Alberto Fernández, dont le mandat (2019-2023) a été marqué par une hausse record de l'inflation et de nombreuses affaires de corruption, n'a pas brillé que par son incompetence. Comme l'a révélé le quotidien local « Clarín » (15/8), il a été inculpé pour violences conjugales ; il est notamment accusé d'avoir frappé au ventre son ex-femme, Fabiola Yañez, alors qu'elle était enceinte.

Silence radio du côté du parti péroniste, dont il est issu, qui s'est toujours voulu à l'avant-garde des combats pour les droits des femmes. Entre Alberto Fernández et son successeur, Javier Milei, la question se pose désormais de savoir lequel des deux est le plus frappadingue.

100 histoires d'ultrariches

Elon Musk n'a pas attendu de faire ami-ami avec Donald Trump pour jouer au technologou de l'extrême droite planétaire. Et pour flirter bien souvent avec la ligne jaune, entre deux contrats avec la Nasa, sous l'empire de champions hallucinogènes, de cocaïne, de LSD ou encore de kétamine pour traiter ses coups de blues. C'est l'une des 100 histoires saées sur les ultrariches racontées par l'équipe des « Dossiers ». Au cœur d'un été décidément très chaud, les ivresses de la fortune font planer jusqu'au vertige.

● En kiosques, 7 €.



Musk de plus en plus Space

L NEC PLUS ULTRA pour les milliardaires est bien de s'envoyer en l'air. La preuve par Elon Musk, qui accueille dans son vaisseau spatial des « astro-touristes » ayant payé cher leur place. Si cher que le milliardaire américain Jared Isaacman, déjà passager d'un premier vol en 2021, a hérité du titre de commandant de la mission Polaris Dawn. Retardée par une fuite d'hélium, elle devait décoller de Floride le 26 août pour se mettre en orbite à 1 400 km de la Terre, une distance qui n'a plus été atteinte par l'homme depuis Apollo 17, en 1972 (« Les Echos », 26/8).

Pour le prix, Isaacman a droit aussi à une sortie extravéhiculaire en compagnie de sa formatrice. Une sortie dans une toute nouvelle combinaison « tailored by Musk » qui ridiculise la Nasa, laquelle a dépensé près de 1 milliard de dollars pour accoucher d'un habit de lumière pour astronaute toujours pas finalisé. Musk, lui, a livré le sien. Si le touriste et son équipage apportent la preuve que les combis et le vaisseau tiennent la route stellaire, quelle humiliation pour ses concurrents !

Les deux astronautes qui étaient à bord du premier vol du Starliner de Boeing sont coincés depuis début juin dans la Station spatiale internationale (ISS). La Nasa ne veut pas les laisser repartir dans leur fusée, jugée trop peu sûre. Ils devaient rester huit jours, ils resteront huit mois à attendre qu'un SpaceX de Musk veuille bien les prendre en stop. Boeing, en attendant, essaiera de faire redescendre son vaisseau à vide sans endommager l'ISS.

Une grosse réparation qui vient s'ajouter à celle de son 787 Dreamliner qui a vu les sièges de ses pilotes glisser vers l'avant de façon inopinée. Sans parler de la porte arrachée d'un de ses 737 et des problèmes plus anciens de portance de ses 737 Max. Le contrôle qualité chez Boeing n'est plus ce qu'il était depuis que les financiers ont pris le pas sur les ingénieurs. Le milliardaire Musk, pour l'heure, n'a pas commis cette erreur. Il gère mieux sa filiale spatiale que X, qui n'en finit pas de perdre des utilisateurs depuis qu'il en a pris lui-même les commandes.

J.-M. Th.

Justice de cinéma : exemplaire à qui ?

LE TROMPETTISTE franco-libanais Ibrahim Maalouf a été éjecté du jury du Festival du cinéma américain de Deauville, qui commence le 6 septembre. La directrice, Aude Hesbert, a expliqué qu'elle ne se sentait pas « à l'aise » du fait de la présence de Maalouf, accusé d'avoir embrassé, en 2013, une de ses élèves, âgée de 14 ans, mais relaxé en 2020 par la justice (« La Tribune Dimanche », 25/8). Aude Hesbert a justifié une décision qu'elle « assu-

mer[a] jusqu'au bout » par la participation au Festival d'invités « américains très vigilants sur ces sujets », vis-à-vis desquels il est « important d'être exemplaire ». Elle cite notamment la comédienne Natalie Portman, très proche du mouvement #MeToo.

Pas sûr pour autant que s'assoier sur une décision de justice pour prétendre répondre au malaise présumé de telle ou tel soit très « exemplaire ».

H. M.

La noix d'honneur

ACCROCHÉE à la veste du patron contesté de LR, Eric Ciotti, qui promet de censurer tout gouvernement issu de l'alliance de gauche avec cet argument massue (BFMTV, 26/8) :

« Tous les partis [du Nouveau Front populaire] sont dangereux. »

Alors que, c'est bien connu, une alliance gouvernementale Le Pen-Bardella-Ciotti est une garantie de paix civile, de calme et de prospérité pour le pays !

Les caprices olympiques de Macron

ENCORE une idée jupitérienne ! Pour fêter le succès de ses Olympiades, qui lui ont permis de grappiller 2 points dans les sondages, Emmanuel Macron a programmé une grande parade de clôture des Jeux sur les Champs-Élysées. Le 14 septembre sont conviés à défiler sur la plus belle avenue du monde les quelque 800 athlètes français olympiques et paralympiques. Mais aussi, dicit un communiqué de l'Élysée, « tous ceux qui auront contribué au succès des Jeux ». Ce qui fait potentiellement 45 000 bénévoles, plus 35 000 flics et gendarmes. Ça en fait, du monde...

Le problème, c'est que le ministère de l'Intérieur n'avait pas prévu ce supplément de festivités et

que les troupes, consignées tout l'été pour sécuriser les Jeux, vont devoir revenir pour sécuriser l'événement. La Place Beauvau a découvert la date de la procession par un tweet de Macron le 9 août.

Un goûter peu goûté

« Jusqu'à présent, nous avons fait un sans-faute sécuritaire. Il ne faudrait pas que ce soit la haie de trop à la fin des JO », soupire un flic épuisé. Les caprices élyséens, les poulets en ont déjà soupé...

Juste avant le dîner des 110 chefs d'Etat et de gouvernement conviés au Louvre le 25 juillet par le

président du Comité international olympique, Jupiter avait imposé aux convives un mini-sommet sur la thématique « sport et développement ». En catastrophe, la Préfecture de police avait dû boucler plus tôt que prévu les rues adjacentes, allant jusqu'à déloger manu militari les clients des terrasses.

Mais le pire a été évité ! Brigitte Macron, qui ne voulait pas que les épouses et époux des gouvernants restent désœuvrés le temps du colloque, avait imaginé organiser un goûter à l'Élysée. Il aura fallu toute la persuasion du ministère de l'Intérieur pour que Madame renonce à sa dinette.

Elle qui voulait mettre les grands plats dans les petits...

O. B.-K. et C. L.

L'EPR tourne toujours dans le vide

LA DERNIÈRE promesse d'EDF aurait-elle du plomb dans l'aile ? Le 1^{er} juillet, l'entreprise annonçait que le démarrage (la « divergence », en termes techniques) du réacteur EPR de Flamanville « devait intervenir en juillet, et le couplage (au réseau électrique) durant l'été ». Revigoré par l'autorisation de mise en service donnée quelques semaines plus tôt par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), le pé-dégé d'EDF, Luc Rémont, avait renchéri : « C'est imminent ! » En précisant même qu'« imminent ne se compte[ait] pas en mois, mais en jours ou en semaines ».

Près de deux mois plus tard, toujours pas de trace de la moindre réaction en chaîne dans le cœur de l'EPR, qui affiche désormais douze ans de retard sur le calendrier prévu et une facture estimée par la Cour des comptes à 19,1 milliards d'euros. L'électricien n'a même pas encore déposé sa « demande d'autorisation de divergence » pour obtenir l'ultime feu vert du gendarme du nucléaire.

EDF reste muet comme un électron sur les motifs de cet énième report. Mais un début de réponse se trouve dans les « avis d'incident » que l'exploitant doit obligatoirement déclarer à l'ASN.

Un pépin est survenu dès la fin juin, mais sa relative gravité n'est apparue qu'un peu plus tard : le cœur du réacteur s'est mis à chauffer un peu trop pendant des essais, et les systèmes d'urgence ont dû être actionnés pour refroidir l'engin. Depuis, les vannes ont été réparées, mais l'électricien a été contraint d'« engager une analyse approfondie de cet événement » dont les résultats sont encore inconnus.

Rebelote à la mi-juillet. Cette fois, ce sont deux des quatre groupes électrogènes de secours du réacteur qui se sont mis en drapeau sans que l'exploitant s'en aperçoive tout de suite. « Une détection tardive » qui a agacé un brin les experts de l'ASN.

L'Autorité de sûreté n'a pourtant pas cessé d'accorder des dérogations à EDF pour qu'il puisse lancer son réacteur au plus vite. Après le couvercle défectueux de la cuve et une partie du système de refroidissement, qui attendront 2026 et le premier premier arrêt technique de l'engin pour être remplacés, ce sont des capteurs de pression non conformes qui ont bénéficié de la même mansuétude en juillet (« La Presse de la Manche », 27/8).

Mais tant que la réserve de sparadrap est disponible pour boucher les fuites...

H. L.

DE LA PEINTURE BLANCHE SUR LES TOITURES POUR LUTTER CONTRE LA CANICULE



Kennedy-moi tout !

dangereusement sur l'électorat de Trump et pas seulement, naguère, de Biden...

Au point que « le Donald » dénonçait en lui le « candidat le plus à gauche, et de loin », avant d'affirmer soudain, juste avant son ralliement, que RFK était « un mec brillant », « un mec très intelligent », à qui il pourrait confier, selon certains, un poste à la Santé ou à l'Alimentation dans son admi-

nistration... Voilà qui promet !

Il faut dire que ce rejeton Kennedy a annoncé retirer ses bulletins de vote dans les Etats bascules (« swing states »), tels le Michigan, la Pennsylvanie ou l'Arizona, où l'appoint de ses voix pourrait être décisif pour faire réélire Trump... Alors que ce petit candidat dit vouloir se maintenir dans la douzaine d'autres Etats où il a réussi à se qualifier, mais où son retrait ne changerait rien.

Car il le proclame en toute modestie : « Dans un système honnête, je crois que j'aurais gagné l'élection. » Encore un point commun avec Trump ! Il ne manquerait plus que ce rallié nuise à l'ex-président par ses sorties ou ses positions passées, à l'instar de James David Vance, le candidat qu'il a choisi pour la vice-présidence !

D. F.

UN GOUVERNEMENT NFP SANS MINISTRES LFI

PAR SOLIDARITÉ, ON LAISSE NOS PLACES AUX SECONDS RÔLES !



DÉCIDÉMENT, pendant l'été, il n'y a pas que le soleil qui cogne ! Après la violente baston qui a secoué le Parlement ture, le 16 août, faisant deux blessés parmi des députés d'opposition, des diplomates maghrébins se sont illustrés lors d'une réunion préparatoire de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique. L'objet de l'altercation : la présence d'un représentant du Front Polisario, mouvement non reconnu par le Maroc mais soutenu par l'Algérie – qui n'avait d'ailleurs pas été invité par les organisateurs.

La vidéo de l'incident, diffusée sur les réseaux sociaux, montre un diplomate marocain sauter sur une table pour s'emparer du chevalet portant l'inscription « Sahrawi Republic », avant d'être écarté et plaqué au sol par un de ses homologues algériens.

Vivement la rentrée parlementaire en France, que l'on assiste aux épreuves de lutte gréco-romaine entre Ciotti et Wauquiez !

80 ANS DE LA LIBÉRATION DE PARIS : DE GAULLE PARADE SUR LES CHAMPS-ÉLYSÉES



LA MUSIQUE classique est une fois de plus la grande absente de la grille de France Inter, si l'on excepte deux chroniques de cinq minutes à une heure de grande écoute : les samedis et dimanches à 7h23 ! Les anciens se souviendront avec nostalgie des émissions quotidiennes de Jean Fontaine et Jean-Michel Damian, puis de Frédéric Lodéon, qui avait migré sur France Musique en 2012. Le secteur aurait pourtant besoin d'un petit coup de pouce, ne serait-ce que pour montrer au grand public que le classique ne se résume pas aux sempiternelles têtes d'affiche médiatiques du concert du 14-Juillet.

Mais, sur Inter, il semble juste bon pour le générique du « Masque et la Plume »...



En vacances, retrouvez « Le Canard » en version numérique ! Dès le mardi, à 21 heures, sur www.lecanardenchaine.fr